

***l'Anti*capitaliste**

n°388 | 15 juin 2017 — 1,20 €

~ www.NPA2009.ORG

**CONTRE MACRON,
MAJORITAIRE MAIS
ILLÉGITIME**

**PAS D'ABSTENTION
POUR
LES MOBILISATIONS!**

Dossier

**VENEZUELA: fin du
«chavisme» ou sursaut
populaire? Pages 6 et 7**

ÉDITO
L'État policier est en marche!
Page 2

ACTU INTERNATIONALE
**Maroc: vers des luttes
majeures?**
Page 5



ACTU SOCIALE
**Migrant-E-s: contre l'État,
ses flics et les fachos, nos
solidarités, nos mobilisations!**
Page 8

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Gilbert Achcar
Page 12



édito

Par ROSELINE VACHETTA

L'État policier est en marche!

Pour la sixième fois, l'état d'urgence sera prolongé. Sans preuve qu'il ait permis des résultats probants contre le terrorisme, le projet de loi antiterroriste propose d'intégrer dans le droit commun les dérogations autorisées à titre exceptionnel par l'état d'urgence. En Europe, seule la Turquie a autant renforcé les pouvoirs de l'exécutif au détriment de ceux de la justice... Les mesures particulièrement liberticides deviendraient légales en permanence telles « l'assignation à résider dans un périmètre déterminé » ou encore le port de bracelet électronique imposé même sans condamnation à des personnes « cherchant à entraver l'action des pouvoirs publics ». Les identifiants et mots de passe des portables, comptes Twitter, Facebook, internet devront être livrés si la police l'exige. Les perquisitions de jour comme de nuit, la fermeture de lieux de culte ou de façon provisoire celle de salles de réunion ou de spectacle seraient définitivement de la seule décision des préfets, prise à partir des notes blanches réalisées par les services de renseignement, dont les pouvoirs ont été élargis et les effectifs renforcés par Valls et Hollande. Enfin, « des périmètres de protection adaptés aux nécessités et aux circonstances » – dans lesquels les policiers et gendarmes pourront multiplier les contrôles ou limiter la liberté d'aller et venir à certaines personnes – pourront être mis en place lors d'une grande braderie, d'un match de foot, d'une fête, de mobilisations... La Ligue des droits de l'homme, l'OIP, l'ACAT, le Syndicat de la magistrature, la Quadrature du net, le GISTI, Amnesty, Actions droit des musulmans, ainsi que plusieurs associations de magistrats, demandent solennellement au président de la République de retirer ce projet gravement liberticide, véritable instrument de stigmatisation et de marginalisation durable de certaines population et au final outil de leur neutralisation. Nous partageons avec Serge Slama, spécialiste du droit public, cette affirmation qu'il est aussi « un instrument de contre-insurrection pour neutraliser les fauteurs de troubles ». Mobiliser et organiser nos résistances contre les ordonnances et contre l'institutionnalisation de l'État policier, c'est l'urgence!

À la Une

Contre Macron, majoritaire mais illégitime, pas d'abstention pour les mobilisations!

Macron est en passe d'obtenir une des plus importantes majorités parlementaires de l'histoire de la cinquième République, et cela sans même compter les députés LR ou issus du PS qui soutiendront sa politique. Avec 33% des suffrages exprimés, La République en marche et le Modem obtiendraient en effet 400 à 450 sièges à l'Assemblée nationale.

La gauche est laminée, avec moins de 30% des voix. Les principaux leaders du PS et l'ancien candidat à la présidentielle sont éliminés dès le premier tour, récoltant ainsi les fruits de la politique antisociale du quinquennat de Hollande. La France insoumise paie le prix de sa volonté d'hégémonie et de ses querelles fratricides avec le PCF et aura du mal à constituer un groupe parlementaire. Le Front national recule en termes de voix par rapport aux législatives de 2012 mais son score progresse et il est en position d'envoyer plus de députés à l'Assemblée que sous la mandature précédente. Et l'extrême gauche, dont les candidatures présentées par le NPA dans une trentaine de circonscriptions, obtient des scores comparables au premier tour de l'élection présidentielle.

Un gouvernement majoritaire... mais illégitime

En donnant une majorité absolue à Macron, les institutions de la 5^e République ont pleinement joué leur rôle. Mais elles sont gravement malades: plus de 51% des électeurs inscrits ont choisi de ne pas aller voter. Un record pour un premier tour d'élection législative, qui traduit tout à la fois l'absence d'enthousiasme pour ce président élu par défaut, la décomposition du PS, les errements des Républicains, mais aussi la conscience que ces élections ne pouvaient pas changer grand-chose de la politique à venir. Macron est fort des faiblesses de ses adversaires, mais sa politique n'a pas suscité une vague d'adhésion. Si l'on s'en tient aux seuls pourcentages, les scores du PS et de ses alliés en 2012, ou de l'UMP en 2007, étaient bien supérieurs. Mais surtout, avec les suffrages de seulement 15,4% des inscrits, il n'a aucune légitimité pour gouverner par ordonnance et détruire le code du travail!



Qui veut frapper vite et fort!

La méthode annoncée des ordonnances ne vise pas à museler une éventuelle fronde parlementaire mais à éviter qu'un débat public sur leur contenu ne s'installe. On comprend pourquoi à la lecture des documents qui ont fuité dans la presse. Dans les projets de Macron et de Philippe, la « négociation » d'entreprise – qui pourrait prendre la forme de référendums organisés par le patron – aurait tout pouvoir pour créer des motifs de licenciement ou revoir à la baisse les indemnités prévues par la loi, augmenter le nombre de CDD successifs possibles et leur durée ou encore fixer les règles de sécurité au travail! S'y ajouteraient le plafonnement des indemnités accordées par

les prud'hommes en cas de licenciement injustifié et la fusion obligatoires des différentes institutions représentatives du personnel qui réduira les moyens de défense des salariéEs. Il s'agit de pousser jusqu'au bout la logique introduite par la loi El Khomri – à chaque entreprise son droit du travail – pour diminuer durablement et significativement les possibilités de regroupement et de résistance des travailleurs. Et dans les projets de Macron et Cie, tout cela ne constitue qu'une entrée en matière avant de fiscaliser la Sécurité puis de s'attaquer aux retraites! Les classes dirigeantes ont renouvelé leur personnel, mais leur politique demeure. Et le bulldozer ultralibéral s'accompagne toujours de mesures

autoritaires et répressives: prolongation de l'état d'urgence avant son inscription dans la loi, interdictions de manifestations notifiées par dizaines le 8 mai dernier, etc. La ministre du Travail va même jusqu'à poursuivre pour recel les journalistes qui ont osé révéler le véritable contenu des futures ordonnances!

« Dialogue social » ou résistance?

Le ton est donné du côté du gouvernement, mais on ne peut pas dire que les directions syndicales lui renvoient la pareille. À ce stade, toutes ont joué le jeu du « dialogue social » et participé aux multiples réunions bilatérales organisées par l'ancienne DRH de Danone, dont FO a même accueilli favorablement la nomination à la tête du ministère du Travail... Il n'y a pourtant rien à attendre de ces pseudo-négociations! L'urgence est plutôt à l'organisation de la contre-offensive. Et heureusement des résistances se préparent dès la semaine du 19 juin: manifestations du Front social au lendemain du second tour, rassemblements appelés par plusieurs unions départementales ou régionales CGT, grèves au ministère du Travail et dans d'autres secteurs. Mais ce qui manque, c'est une journée interprofessionnelle et unitaire, construite par toutes les organisations, qui montre que le monde du travail ne se laissera pas faire et réagira avec toutes ses forces aux attaques du gouvernement. L'opposition aux ordonnances peut devenir majoritaire, comme ce fut le cas lors de la loi travail. Il nous faut passer l'illégitimité du gouvernement et de ses méthodes à la légitimité de la contestation. C'est en tout cas avec ces objectifs que le NPA propose à toutes les organisations du mouvement social de se rencontrer pour organiser la riposte.

S. P.

ROYAUME-UNI

Derrière la claque pour May et les conservateurs

La victoire il y a un an du Brexit a été présentée par beaucoup comme une évolution inexorable du pays vers la droite. L'échec humiliant de Theresa May et la percée spectaculaire de Jeremy Corbyn nous montrent que les choses sont bien plus complexes.

À lieu d'une majorité accrue, les conservateurs se retrouvent avec 12 sièges en moins. Sans majorité absolue, ils sont obligés de négocier une coalition fragile avec les loyalistes protestants et très réactionnaires de l'Irlande du Nord (le DUP). Avec 318 sièges et 42% des voix, les conservateurs restent le premier parti devant les travaillistes, 262 sièges (32 en plus). Par contre en pourcentage, les travaillistes, avec 40% des voix, non seulement talonnent les conservateurs

mais augmentent leur score de 10% depuis 2015, le plus grand bond entre deux élections depuis 1945. Corbyn fait même un meilleur score que Gordon Brown (2010) et Tony Blair (2005), les grands défenseurs de la troisième voie social-libérale.

Cap à gauche

Il y a deux mois, la victoire de May semblait acquise, avec une avance de 20% dans les sondages et la presse tabloïd en ordre de bataille, avec des unes virulentes contre « Djihadi Jeremy »

pour ses positions pro-palestiniennes et antiguerre. La majorité des députés travaillistes (très droitières) ne cessaient de critiquer Corbyn et certains de ses « amis » prétendaient que le programme de gauche était bon, mais qu'il fallait un dirigeant plus charismatique pour gagner.

D'une part, sans Corbyn comme dirigeant, il n'y aurait pas eu de manifeste de gauche, et d'autre part, la réussite s'est faite non seulement grâce au contenu du manifeste le plus à gauche depuis 1983 (cela malgré ses limites, voir l'*Anticapitaliste* n°387), mais grâce aussi au passé militant d'un homme sincère, perçu comme susceptible de tenir ses promesses et dont les apparitions à la télévision contredisaient la caricature présentée par une grande partie des médias.

Militant antiguerre

Deux autres questions peuvent expliquer aussi le résultat: les jeunes et les attentats. Corbyn a clairement démontré sa capacité de faire rêver beaucoup de jeunes. (« For the many not the few » (« Pour le plus grand nombre, pas pour la petite élite ») était le slogan d'une campagne qui se déclinait en une série de mesures très concrètes: pour l'éducation, la santé, le logement et l'emploi avec augmentation des impôts pour les riches. Enthousiasmés par la campagne, plus d'un million de jeunes de 18-24 ans se sont inscrits sur les listes électorales après l'annonce de l'élection, dont la majorité pour voter travailliste, et 74% d'entre eux ont voté, contre 43% en 2015. Quant aux retombées des attentats, en général favorables au gouvernement

BIEN DIT

Nous soutiendrons toute action que les syndicats, les salariés, les jeunes, ainsi que des personnalités, des juristes en droit du travail, des universitaires, des associations, pourraient décider. En particulier, nous soutenons les initiatives prévues dans la semaine du 19 au 23 juin, comme un premier pas pour construire une mobilisation massive contre la politique du gouvernement Macron-Philippe. Nous ferons campagne commune pour alerter la population sur ces projets néfastes. Unis, nous ferons front commun pour refuser ces méthodes, et notamment une éventuelle loi d'habilitation des ordonnances.

Extrait de l'appel « Nous refuserons une loi travail bis par ordonnance! » signé par divers représentants politiques, dont les porte-parole du NPA

<https://npa2009.org/actualite/social-autres/appele-nous-refuserons-une-loi-travail-bis-par-ordonnance>

Un monde à changer

TAPIE GARDE SES MILLIONS! Imaginez que vous ayez une dette d'impôt ou que vous n'avez pas payé votre loyer : rapidement, vous le sentirez passer... Imaginez que vous ayez poliment retenu quelques heures votre patron pour donner un peu de publicité à l'annonce de la liquidation de votre entreprise : non seulement, vous risquez de perdre votre boulot mais de vous retrouver au tribunal... Ne parlons pas du cas où le DRH aurait déchiré sa chemise. Par contre, si vous vous appelez Bernard Tapie et qu'il est démontré – après de longues années de procédure – que vous devez 404 millions d'euros et que vous avez agi en 2008 pour trander un arbitrage en bénéficiant de la bienveillance du ministère des Finances, eh bien... il ne se passe rien !

Vous commencez par pleurer misère : « Je suis ruiné. Rui-né. Ruiné de chez ruiné... Oui, je suis K.O., je suis très malheureux car la maison que j'ai achetée il y a vingt-huit ans, on va me la vendre aux enchères... je suis désolé mais on va être à la rue, car ils veulent nous prendre tout ce

qu'on a... », avait déclaré Bernard après avoir été condamné en 2015 à restituer les 404 millions d'euros de l'arbitrage frauduleux. Dure la vie... mais en pratique, non seulement vous conservez votre hôtel particulier, mais vous percevez un salaire de 20 000 euros par mois, ramené à 5 000 euros en 2016, des sommes prélevées sur les indemnités de l'arbitrage.

Mais, l'incertitude vous ronge. Alors vous retournez au tribunal (avec un bon avocat procédurier), et là... jackpot ! Mardi 6 juin, la justice a validé votre plan : étaler sur six ans le remboursement des 404 millions d'euros, et déclarer inaliénables vos biens (ils ne pourront donc être ni cédés ni vendus). Vos créanciers (en dernière instance le contribuable) devront donc attendre.

Une bien belle histoire. Mais par contre, vous qui n'êtes pas du même côté du manche, ne vous attendez pas avec Macron à une loi d'amnistie pour les syndicalistes ! Hollande s'en était d'ailleurs déjà dispensé...

DROIT DU TRAVAIL Tsunami antisocial

Bien difficile, au lendemain du 1^{er} tour des législatives, d'anticiper l'ampleur de l'offensive contre les droits des salariéEs et la rapidité de sa mise en œuvre.

Mais le petit jeu des avants-projets, des fuites, du dépôt de plainte contre la diffusion de documents, ne saurait masquer longtemps les projets gouvernementaux.

TouTEs Uber?

Dans le flou des informations, on perçoit la volonté de modifier de fond en comble l'architecture des relations du travail construite depuis plus d'un siècle. Certes, ce n'est pas la première fois que le démantèlement du code du travail est évoqué. Mais, cette fois la conjonction des crises économique et politique, de l'effondrement des partis de « gauche », l'affaiblissement militant et les reculs idéologiques des principales organisations syndicales donnent une marge de manœuvre importante à ce projet.

Un projet qui se déploie sous le drapeau de la « libération du travail » cher au patronat. À l'ordre du jour, ce n'est même plus la flexisécurité mais la flexibilité, la mobilité, rendant les salariéEs individualisés, entièrement à disposition de l'« entrepreneur ». Souvenons-nous de la déclaration du ministre de l'Économie Macron : « La vie d'un entrepreneur est bien souvent plus dure que celle d'un salarié. Il ne faut jamais l'oublier. Il peut tout perdre, lui, et il a moins de garanties ».

À partir de là, tout est envisageable. Assouplissement du droit de licenciement économique, individuel,



barémisation des indemnités prud'homales, mise en équivalence entre travail subordonné et travail indépendant. TouTEs Uber!

Dialogue social?

Le deuxième axe est l'affaiblissement des capacités de résistances des salariéEs. La politique répressive engagée par Hollande avec l'état d'urgence ne faiblit pas et risque de devenir la loi ordinaire. Mais l'objectif est bien plus ambitieux.

La réduction généralisée des institutions représentatives du personnel au seul comité d'entreprise est significative. Des CE déjà bien plombés par la gestion d'œuvres de moins en moins sociales, de plus en plus transformés en agence de voyages et de spectacles, et paralysés par la multiplication des réunions et de prétendues négociations qui parasitent souvent l'activité revendicative. Exit les délégués du personnel revendicatifs, les Comités

d'hygiène-sécurité-conditions de travail trop intrusifs. Ces réformes visent à accentuer la professionnalisation des militantEs syndicaux, à les éloigner des travailleurEs et à marginaliser les organisations syndicales revendicatives. Le tout conforté par l'extension des prérogatives des accords d'entreprises, associée à la possibilité de contourner les organisations syndicales par le biais de référendum organisés y compris par l'« entrepreneur ». Vive le dialogue social... à une voix!

Une seule solution, la mobilisation!

Les organisations syndicales qui avaient structuré la mobilisation contre la loi travail semblent tétanisées par l'échec d'une tactique dont elles ne tirent pas le bilan. Un échec qui s'inscrit dans la continuité des échecs des précédentes grandes mobilisations et accroît les difficultés de mobilisation.

En panne de stratégie, elles s'enfoncent dans un « dialogue social » qui n'a jamais été si dérisoire, pensant garder ainsi une légitimité perdue sur le terrain revendicatif et bradée dans une course à la représentativité dont bénéficie la plus chouchoutée par le patronat. Car c'est bien cette seule voix, en profond accord avec celle du patronat, que le gouvernement voudrait rendre dominante.

En ces temps de crise économique, seule la domestication totale du mouvement ouvrier peut permettre de restaurer les profits. L'enjeu de la construction, dès maintenant, d'une riposte large, unitaire, majoritaire, est à ce niveau.

Robert Pelletier

Le chiffre

45

C'est, en nombre de minutes, la réduction quotidienne de la fourniture d'électricité à Gaza décidée par Israël avec l'accord, selon le Monde, de l'Autorité palestinienne. 45 minutes d'électricité en moins chaque jour... Pourtant l'alimentation en électricité est une question cruciale dans ce territoire en bordure du désert, a fortiori en plein ramadan et à l'approche de l'été...



Agenda

Vendredi 16 juin, réunion publique unitaire, Montpellier. « Résistance face au gouvernement Macron », à 20h salle Guillaume-de-Nogaret, espace Pitot.

Lundi 19 juin, rassemblement contre Macron et ses ordonnances. À l'appel du Front social, à Paris à 18h devant l'Assemblée nationale, et dans plusieurs autres villes.

Mardi 20 juin, réunion publique du NPA, Paris. Avec Philippe Poutou, à 19h au bar Culture rapide, 103, rue Julien-Lacroix.

Mardi 20 juin, rencontres de La Brèche, Paris. Avec Enzo Traverso autour de son livre *Les nouveaux visages du fascisme* (Textuel, 2017) et Jean-Paul Gautier autour de son livre *Les extrêmes droites en France, de 1945 à nos jours* (Syllepse, 2017), à partir de 18h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Vendredi 23 juin, réunion publique du NPA, Tarbes. Avec Philippe Poutou, à 18h à l'hôtel Brauhauban.

Samedi 24 juin, fête du NPA, Poitiers. Avec Alain Krivine à partir de 17h à l'auberge de jeunesse. Plus d'infos et programme : <http://www.npa86.org/spip.php?article3976>

NO COMMENT

J'appelle tous mes amis et tous les électeurs [...] à voter pour Manuel Valls, député sortant, contre les Insoumis.

Le sénateur LR SERGE DASSAULT, dans un communiqué du mardi 13 juin (92 ans, mis en examen pour des achats de votes à Corbeil-Essonnes lors de la campagne des municipales en 2009-2010...)

en place et aux réflexes nationalistes et sécuritaires, c'est Corbyn, militant antiguerre de longue date qui s'en est le mieux sorti. S'il a accusé Theresa May, en tant que ministre de l'Intérieur, d'avoir supprimé 20 000 postes de policiers c'est aussi en insistant sur la responsabilité des guerres extérieures menées par les gouvernements précédents que Corbyn a marqué des points auprès du public. 53% de la population étaient d'accord avec lui, et seuls 24% pensaient le contraire.

Canaliser la colère

Tout cela n'empêche pas bien sûr les manifestations de haine raciste, comme les attaques contre les musulmans qui se sont multipliées après les attentats. Par contre, le succès de la campagne de Corbyn montre, non pas l'absence de courants réactionnaires et xénophobes au Royaume-Uni, mais le fait qu'ils ne sont pas forcément

dominants dans la société et qu'ils ne sont pas voués à un développement sans frein.

Nous vivons dans des sociétés de plus en plus polarisées, où la colère de millions de personnes qui subissent les effets de la crise peut être canalisée dans des directions très différentes. Par le dynamisme de sa campagne et l'espoir qu'elle a soulevé, Corbyn a su attirer des millions de personnes vers des solutions de gauche, dont même des anciens électeurs de UKIP après des années de gouvernements travaillistes qui leur avaient tourné le dos.

Retour de la question sociale?

La période qui s'ouvre risque d'être de plus en plus instable. May est déjà contestée au sein de son parti et sera bientôt remplacée, mais les centaines de milliers de personnes qui ont été dynamisées par la campagne de Corbyn pourraient se mettre à contester



Que va faire Corbyn de sa percée? DR

la légitimité de l'ensemble du Parti conservateur.

Ce sera en particulier le rôle des anticapitalistes et révolutionnaires de faire en sorte que la colère ne soit pas canalisée vers l'attente de nouvelles élections, mais qu'elle s'exprime dans

des campagnes concrètes sur le terrain, contre l'austérité, contre la guerre, pour la défense des services publics et tant d'autres choses. Après des années de recul, l'espoir pour la gauche britannique semble de nouveau permis.

Ross Harrold

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FN Une petite claque électorale... Tant mieux !



À qui la faute? DR

Avec 13,2% des voix au premier tour des législatives, le Front national essuie un premier revers électoral depuis l'arrivée de Marine Le Pen à sa présidence, dont le score extrêmement élevé dans le Pas-de-Calais est l'arbre qui cache la forêt.

Celle-ci pourrait se retrouver bien isolée au Palais Bourbon, puisque le FN n'obtiendrait qu'entre 3 et 5 députés à l'issue du deuxième tour. Seuls 20 candidats FN sont arrivés en tête de leur circonscription. Rien à voir avec la vague «Bleu Marine» annoncée après les scores historiques de Le Pen à la présidentielle.

Certes, 110 candidats frontistes se sont qualifiés pour le second tour, contre 61 en 2012. Mais en voix comme en pourcentage, le FN fait moins bien qu'il y a cinq ans (un peu moins de 3 millions de voix, soit 538 000 voix de moins aujourd'hui). Le FN voit également son score reculer par rapport au premier tour de l'élection présidentielle (21,3% et 7,7 millions de voix). Si ce reflux est habituel (il était de 4,3 points en 2012, 6,1 en 2007, 5,7 en 2002), il est bien plus important cette année (8,1 points).

Clairement, l'électorat de Marine Le Pen s'est démobilisé depuis son échec à la présidentielle. Philippot, le numéro 2 du FN a reconnu du bout des lèvres dimanche avoir «subi peut-être une déception sur le score». Le jeu du scrutin majoritaire à deux tours, l'absence de triangulaire et les appels au «front républicain» finiront d'achever dimanche prochain une nouvelle fois les ambitions parlementaires du FN.

Des éliminations symboliques...

Plusieurs figures emblématiques du FN sont balayées, comme Nicolas Bay en Seine-Maritime ou Jean-Lin Lacapelle, un ex du GUD et très vieil ami de Le Pen, et ce, malgré son parachutage dans la circonscription dorée de Vitrolles.

Les proches de Philippot et membres de sa toute nouvelle association parallèle au FN, «les Patriotes», n'ont pas brillé non plus. Sa vice-présidente, Sophie Montel, est devancée de plus de 13 points par le candidat LREM dans le Doubs. L'autre vice-président de l'association, Maxime Thiebaut, qui avait lâché Dupont-Aignan pour rejoindre le FN, n'est pas parvenu à se qualifier dans la Saône-et-Loire. Philippot lui-même va avoir le plus grand mal à l'emporter en Moselle. La situation n'est pas beaucoup plus avantageuse pour Louis Aliot, vice-président du FN et compagnon de Le Pen, ni pour Philippe Olivier, beau-frère de celle-ci. Le FN réussit ses meilleurs scores dans les circonscriptions où il a déjà des élus locaux (ainsi dans le Pas-de-Calais, les quartiers Nord de Marseille, l'Hérault), ce qui confirme la tendance que l'implantation locale permet au FN de se fabriquer une clientèle électorale fidèle.

Mais un danger loin d'être écarté

Cette déconvenue électorale pour le FN est une bonne nouvelle. Car outre la constitution d'un groupe parlementaire, cela aurait signifié encore plus de moyens financiers et médiatiques pour le parti d'extrême droite, et donc un renforcement de sa capacité de nuisance. Cela va sans doute encore accentuer la crise interne au parti et les règlements de compte entre ses différentes factions qui vont chercher à se renvoyer la balle de l'échec, mais aussi relancer les discussions sur la recomposition avec des franges de la droite qui n'auront pas fait allégeance à Macron.

Cet échec ponctuel sonnera peut-être le glas de la toute-puissance du clan Le Pen mais ne présage rien des capacités de rebonds de l'hydre fascisante. Car rien ne fera mieux reculer fondamentalement et durablement le danger que représente l'extrême droite pour notre camp social que notre capacité collective à faire échec au programme antisocial et destructeur du clan Macron.

Marie-Hélène Duverger

FRANCE INSOUMISE – PCF Sourires ou gueule de bois ?

Il y a cinq semaines, Mélenchon se voyait déjà Premier ministre d'Emmanuel Macron en raflant la majorité à l'Assemblée nationale. Au soir du premier tour et selon les projections, La France insoumise et le PCF auront peut-être du mal à constituer un groupe parlementaire dimanche prochain...

Malgré un score de 14% des voix à l'échelle nationale au premier tour des élections législatives, la «gauche radicale» devrait disposer au mieux d'une vingtaine de sièges dans la future Assemblée nationale. Soit l'équivalent d'il y a cinq ans, alors que dans le même temps, Mélenchon a progressé de huit points entre les présidentielles de 2012 et de 2017. Au vu de ses résultats, l'ambition de Mélenchon n'est donc plus de devenir le Premier ministre de cohabitation de Macron mais d'obtenir un groupe parlementaire avec le PCF, cela malgré les embrouilles et les luttes intestines. Car certes, La France insoumise (seule) s'impose comme la quatrième force nationale et comme la première force à gauche, avec un score de 11% au niveau national, et 69 de ses candidatEs ou ceux qu'elle soutient officiellement depuis plusieurs semaines (entre autres Mélenchon, Corbière, Coquerel, Autain ou encore Ruffin et Buffet) sont qualifiés pour le second tour. Par rapport à son score présidentiel (19,6%), la perte de vitesse est réelle et l'on peut s'interroger sur la dynamique. Jusqu'à quand et jusqu'où ?

Panne de stratégie ?

Pour Mélenchon, La France insoumise, «mouvement politique totalement neuf, présentant ses candidats distinctement de tous les autres, sans tambouille» est «récompensée en étant confirmée dans sa position éminente telle que nous l'avions



constituée à l'élection présidentielle». Bref, pour les insoumis, ce premier tour a permis un «enracinement» du mouvement.

Mais le score se révèle très en-deçà des espoirs du mouvement. Certes, c'est bien mieux que les 6,91% obtenus par le Front de gauche aux législatives de 2012, mais les 7 millions de voix recueillies il y a sept semaines avaient fait espérer autre chose. Et à gauche, certains ont une explication de la contre-performance de La France insoumise. Ainsi, le maire de Grenoble (majorité EÉLV-PG), Éric Piolle, qui avait voté Mélenchon au premier tour de la présidentielle, n'a pas apprécié la stratégie de ce dernier pour les législatives et considère qu'«il avait le pouvoir d'asseoir tout le monde autour de la table, en chef d'orchestre, mais a fait le choix de se comporter comme un caporal de forteresse»...

«L'humiliation» du PCF...

Même son de cloche chez les communistes qui considèrent que «Jean-Luc Mélenchon s'est mal comporté depuis le premier tour de la présidentielle, en abîmant l'espoir et le score qu'on avait obtenu», alors que, dans une telle période, «c'est le dialogue, le respect et la responsabilité qui devraient dominer à gauche. Ces trois cases, Jean-Luc Mélenchon a oublié de les cocher». Ambiance...

Il faut dire que faute d'accord avec La France insoumise, les deux partis étaient en concurrence sur 434 circonscriptions et le PCF prend cher. Il est la principale victime de la désunion en ne recueillant que 3% des voix, dépassant toutefois les 20% dans 10 circonscriptions. En revanche, il fait moins de 5% dans 374 circonscriptions et même moins de 1% dans 35 d'entre elles. Par ailleurs, dans plusieurs

circonscriptions que le PCF espérait (re)conquérir, il a été éliminé... au profit de La France insoumise. Une situation faisant dire à Mélenchon : «Ce n'est pas moi qui ai imposé au PCF l'humiliation de se retrouver à 3% ce soir. Notre famille politique nous a donné raison : le problème est réglé par les urnes». Malgré tout, treize candidats du PCF seront au second tour dimanche, mais cela ne peut suffire à cacher que le parti sort de ce premier tour très affaibli, tant politiquement que financièrement...

Et après ?

Au final, un peu moins de 80 candidatEs de la FI et du PCF seront présents ce 18 juin. Pour obtenir un groupe parlementaire, la seule solution pour les deux partis est de s'unir. C'est dans ce sens que le PCF appelle donc à voter pour les candidatEs de La France insoumise et vice-versa, pour essayer ensuite de constituer un groupe et de créer ainsi une «opposition parlementaire» à Macron.

Pour notre part, nous sommes convaincus que la seule opposition à ce gouvernement sera celle de la rue, du monde du travail. Refuser tous les projets de régression sociale et liberticides, s'inscrire dans la perspective d'une transition sociale et écologique réelle, c'est se préparer à un affrontement avec le capital. La suite dépendra donc du «rapport de forces», en France et en Europe, de la lutte des classes.

En ce qui concerne ce dimanche, nous préférons évidemment des députés se positionnant clairement contre les futures attaques contre le droit du travail, nos retraites, la Sécurité sociale, à celles et ceux qui les soutiendront. Pour battre les candidatEs de Macron et de la droite, les candidatEs des ordonnances et de l'état d'urgence à perpétuité, le NPA appelle à utiliser le bulletin France insoumise ou PCF là où ces candidatEs sont présents au second tour. Sandra Demarcq

EXTRÊME GAUCHE

Les résultats des anticapitalistes et des révolutionnaires

Nous publions les résultats des candidatEs présentés par le NPA dans 27 circonscriptions. 17 titulaires étaient des hommes, 14 des femmes. Nous publions aussi les résultats des candidats de Lutte ouvrière dans les mêmes circonscriptions.

DÉP.	CIRCONSCRIPTION	RÉSULTATS DU NPA	RÉSULTATS DE LO
14	N° 1	0,76% : 281 voix	0,65% : 238 voix
22	N° 4	1,14% : 510 voix	0,76% : 339 voix
33	N° 1	0,46% : 221 voix	0,36% : 175 voix
	N° 4	0,55% : 233 voix	0,68% : 287 voix
	N° 7	0,52% : 215 voix	0,39% : 160 voix
35	N° 3	0,73% : 331 voix	0,90% : 308 voix
38	N° 1	0,52% : 237 voix	0,43% : 197 voix
	N° 5	0,54% : 278 voix	0,57% : 294 voix
44	N° 2	0,50% : 242 voix	0,49% : 234 voix
47	N° 1	0,64% : 289 voix	0,36% : 165 voix
62	N° 1	0,36% : 193 voix	0,66% : 358 voix
62	N° 4	0,27% : 132 voix	0,70% : 340 voix
63	N° 1	0,48% : 182 voix	0,56% : 215 voix
69	N° 6	0,48% : 181 voix	0,17% : 66 voix
75	N° 9	0,63% : 233 voix	0,52% : 191 voix
	N° 10	0,46% : 170 voix	0,45% : 166 voix
	N° 16	0,36% : 250 voix	0,25% : 176 voix
78	N° 11	0,29% : 97 voix	0,50% : 166 voix
91	N° 1	0,36% : 100 voix	0,85% : 234 voix
	N° 7	0,29% : 98 voix	0,54% : 182 voix
	N° 1	0,31% : 74 voix	1,08% : 256 voix
92	N° 3	0,16% : 69 voix	0,27% : 120 voix
	N° 4	0,35% : 126 voix	0,45% : 163 voix
93	N° 1	0,44% : 98 voix	0,90% : 202 voix
	N° 2	1,15% : 199 voix	1,28% : 222 voix
	N° 7	0,78% : 262 voix	0,68% : 228 voix
94	N° 11	0,55% : 159 voix	0,73% : 209 voix

Par ailleurs, l'ensemble des 553 candidatEs de Lutte ouvrière (dans les 539 circonscriptions de métropole, 6 à l'île de la Réunion, et, avec Combat ouvrier, 4 en Martinique et 4 en Guadeloupe), candidatEs pour lesquels nous appelions à voter dans les circonscriptions où le NPA n'était pas présent, ont obtenu au total 159 000 voix. Nos résultats sont extrêmement modestes. Ceux de LO sont de même niveau. Nombreux sont celles et ceux qui s'étaient déplacés pour voter pour les anticapitalistes au premier tour de la présidentielle qui n'ont pas jugé utile de le faire pour les législatives. Ces élections apparaissent sans enjeu autre que de donner une majorité à Macron. C'est aussi l'illustration de la faiblesse du mouvement anticapitaliste et révolutionnaire, de son implantation, du manque de liens solides avec le monde du travail.

Encourager les mobilisations

Les électrices et électeurs qui ont voté pour des candidatEs anticapitalistes représentent cependant un courant qui pourra compter dans les mobilisations à venir. Par leur

bulletin de vote, ils ont affirmé leur accord avec nos exigences : interdire les licenciements et partager le travail entre toutes et tous sans perte de salaire ; augmenter les salaires et les pensions ; constituer un monopole public bancaire sous le contrôle de la population ; construire un parti qui soit l'instrument des luttes des salariés pour défendre leurs droits et changer le monde. Macron a engagé sans attendre une offensive pour démanteler le code du travail. Le sens de nos candidatures était d'encourager les nécessaires mobilisations, de préparer l'affrontement avec le futur gouvernement. Nous y sommes, et celles et ceux qui ont voté anticapitaliste y joueront un rôle important.

Ivan Lemaître



PHOTO THÉRIE ROUGE/MILO

MAROC Vers des luttes majeures ?

Leur but était d'empêcher une activité de masse quotidienne et de pouvoir continuer les arrestations des animateurs de la mobilisation (plus d'une centaine). Mais dans le même temps, les actions de solidarité se sont multipliées dans tout le pays, souvent réprimées. C'est dans ce contexte que l'appel à une initiative centralisée à Rabat a vu le jour avec pour slogan fédérateur « Nous sommes un seul pays, un seul peuple. Tous contre la hogra ! »

Unifier et étendre le mouvement

Cette initiative a été soutenue par des secteurs militants du mouvement social, des secteurs de la gauche démocratique et radicale, l'opposition islamiste indépendante, les associations des droits de l'homme, les coordinations locales de soutien au Rif, des courants amazighs. Son objectif était de contrer la propagande contre le prétendu séparatisme, de situer le terrain du conflit sur le refus de la hogra et les questions sociales, d'exiger la libération des détenus et l'arrêt de la répression. Mais il s'agissait aussi de vérifier les possibilités de la construction d'un mouvement au niveau national.

Malgré le contexte du ramadan, la manifestation de dimanche dernier, ouverte par le comité des détenus des familles du Rif, fut un véritable succès, avec une participation de 100 000 à 150 000 manifestants. D'autres villes ont manifesté au même moment. Comme lors du M20F, les organisations n'apparaissent pas en tant que telles, même si AWI, la principale opposition islamiste, a fait une démonstration de force. Cette initiative a pu unifier les slogans sur des bases progressistes de revendication des droits pour toutEs et annoncé la constitution d'un front pour la défense des libertés, de la dignité et la justice sociale, s'engageant

Dès le 26 mai, le pouvoir a cherché à imposer une chape de plomb sur le Rif, rendant impossible toute manifestation massive et action centralisée sur des temps forts...



Dimanche 11 juin, à Imzouren dans le Rif, ça continue. DR

dans tout le pays à construire les mobilisations. Le pouvoir est maintenant confronté à deux processus qui tendent à se combiner : le maintien de la résistance populaire dans le Rif, et le réveil social et démocratique dans les autres régions.

Pour et par en bas

La construction d'un véritable rapport de forces nécessitera de maintenir un cap unitaire, de l'élargir sans céder sur le contenu : la lutte pour la satisfaction des droits sociaux et démocratiques élémentaires, la fin du règne de l'austérité et de la matraque. La construction de fronts enracinés localement, au plus près des urgences concrètes des populations, peuvent asseoir une légitimité populaire, si, comme dans le Rif, ils appuient des processus participatifs, des comités d'action portés par les habitantEs eux-mêmes ou reliés étroitement à eux.

Il s'agit d'avancer vers un mouvement populaire structuré par en bas qui ne dépende pas de l'agenda des

organisations, mais qui développe ses propres forces et directions de luttes. C'est ce processus qui permettra de massifier, radicaliser la mobilisation et maintenir l'unité des forces qui luttent réellement pour le changement. Cette dynamique nécessite de chercher les voies de véritables actions de masse et d'un enracinement quotidien de la contestation et des formes de lutte, qui vont au-delà des manifestations et journées d'action, aussi nécessaires soient-elles.

Le pouvoir en difficulté

Le pouvoir cherche à combiner répression et canalisation. Avant ce dimanche 11 juin se sont multipliés les appels de médiation, y compris par des personnalités de gauche, qui visent à focaliser les critiques sur le gouvernement en occultant la monarchie, tout en suggérant des concessions sur le terrain démocratique, laissant la résolution des questions sociales à un agenda ultérieur une fois les « tensions » retombées... D'autres ne

veulent retenir que l'aspect « solidarité », la libération des détenuEs et non une résistance globale intégrant des revendications sociales et une lutte plus générale.

La construction d'un large mouvement sur les urgences sociales et démocratiques immédiates permet également, pour le moment, d'éviter les divergences sur les solutions politiques, mais en cas d'extension, se posera la question des mots d'ordre politiques donnant une perspective à la confrontation. Reste que le pouvoir est réellement mis en difficulté et la répression n'empêche pas la contestation.

La tâche immédiate est bien de construire le mouvement populaire à l'échelle du pays. La rencontre de Macron et de Mohamed VI dans les jours qui viennent devrait être l'occasion d'exprimer la solidarité internationale avec les combats du peuple marocain et les populations du Rif contre sa dictature.

Chawqui Lotfi (militant de Tahadi / Émancipation démocratique)

USA Trump discrédité... mais pas pour les banquiers !

Le nouvel épisode de la série américaine dans laquelle Trump s'est attribué le premier rôle vient de connaître un record d'audience, mieux paraît-il que le Super Bowl, la finale du championnat de football américain...

L'affrontement entre Trump, le FBI et les Démocrates a franchi une étape avec l'audition de James Comey, ex-directeur du FBI, par la commission du renseignement du Sénat en charge de l'enquête sur « les efforts de la Russie pour interférer dans le processus électoral » et le rôle du Président élu dans cette affaire.

L'impeachment n'est pas à l'ordre du jour

James Comey a été limogé par Trump le 9 mai dernier pour ne pas s'être plié à ses demandes. En effet, si le Congrès donne un mandat de dix ans au directeur du FBI pour qu'il soit indépendant du président, celui-ci a le pouvoir de le limoger sans même s'en justifier. Étrange indépendance ! Comey a confirmé durant son audition la déclaration remise avant sa comparution, décrivant la pression exercée par Trump afin d'obtenir « sa loyauté », c'est-à-dire qu'il se plie à la demande du



Trump-Comey, la série mieux que House of cards... DR

président de « laisser tomber ça » à propos de la démission de l'ancien conseiller à la Sécurité nationale Flynn. « J'espère que vous jugerez bon de laisser tomber, de laisser Flynn tranquille. » Ce dernier avait été démissionné à cause de ses conversations avec l'ambassadeur russe Sergueï Kislyak dont il n'avait rendu aucun compte. Le témoignage de Comey a aussi laissé planer le doute sur les

relations entretenues avec des responsables russes par l'attorney general, le ministre de la Justice américain Jeff Sessions, un proche de Trump. Il a laissé Trump hors des suspicions concernant d'éventuels rapports avec la Russie ou sur le fait qu'il aurait pu lui demander d'abandonner l'enquête, tout en l'accusant de mensonges et de diffamation à son égard, ce qui lui a valu d'être traité de « balance ».

Au bout du compte, beaucoup de bruit pour bien peu : du moins, rien qui ne puisse déboucher sur une procédure d'impeachment, même si l'attitude de Trump le discrédite chaque jour un peu plus dans l'opinion.

Au service des banques

Pendant ce temps, la Chambre des représentants a voté jeudi dernier la réforme de la loi Dodd-Frank de 2010 sur la régulation bancaire, ouvrant ainsi la voie à une refonte ou une suppression des maigres restrictions imposées à Wall Street, après la crise financière de 2007-2009. La proposition de loi, « Financial Choice Act », a été adoptée par 233 voix contre 186. Elle laisse 120 jours à Steven Mnuchin, ancien cadre de Goldman Sachs désormais secrétaire au Trésor, pour pondre une nouvelle loi. Les banquiers ont salué le vote « comme une importante étape vers une réforme de la régulation très attendue qui permettra aux banques de mieux servir leurs clients et leurs communautés ». Et surtout de mieux servir leurs propres intérêts et profits...

Les véritables abus de pouvoir et mensonges de Trump ne seront de toute façon pas sanctionnés par le Sénat. Il reste bien l'homme des banquiers et des multinationales, et il est clair que seule l'intervention des travailleurs et de la jeunesse pourrait bousculer la donne. L'impeachment viendra de leurs mobilisations.

Yvan Lemaitre

MALI

État délinquescient et état de guerre

Vendredi 9 juin, la mort de quatre casques bleus guinéens à Kidal – dans le nord-est du Mali – vient rappeler que la violence djihadiste est loin d'être épuisée dans cette partie du Sahel.

Les soldats des Nations unies ont été tués dans une attaque au mortier contre un camp de la Minusma, la troupe des Nations unies pour le Mali. Elle a été revendiquée par le « Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans », une nouvelle alliance de groupements djihadistes qui a prêté allégeance au réseau Al-Qaïda.

C'est surtout la délinquescence et le discrédit croissant frappant l'État malien, dans un contexte d'inégalités sociales persistantes et de corruption galopante, qui favorisent l'implantation continue de groupes djihadistes. Le président en exercice, Ibrahim Boubacar Keïta (« IBK ») – élu en 2013 alors qu'il portait un espoir de changement dans une partie importante de la population – partage aujourd'hui l'impopularité de son grand ami François Hollande...

Le 9 juillet, il souhaite faire voter la population sur un projet de modification du texte constitutionnel qui créerait un Sénat, inexistant jusqu'ici, et dont le chef de l'État nommerait une partie des membres. Mais de larges secteurs de la population considèrent qu'il y aurait plus important à faire dans un pays où, il y a trois mois, la santé publique était en grève « dure » pendant plus d'un mois (alors que les impayés de salaires des médecins et autres personnels des hôpitaux atteignaient plusieurs mois...), et que des patients mouraient dans l'attente d'une opération urgente. Et ce vendredi 9 juin, un rassemblement d'opposantEs à la modification constitutionnelle et au référendum a été dispersé par la force dans la capitale Bamako.



La Minusma impuissante face au djihadisme. DR

Et toujours la Françafrique...

Il serait en effet urgent de redonner un espoir à une population dont une partie a sombré dans la désespérance politique. Au lieu de cela, le pouvoir français mise sur un accompagnement militaire accru en vue de faire reculer les forces djihadistes dans le nord du pays (où mi-mai à Taghliit, celles-ci ont lapidé un couple non marié). Des forces largement rejetées par la population malienne mais qui profitent du vide institutionnel et politique laissé autour d'elles. Après celle à Angela Merkel à Berlin, la deuxième visite d'État de Macron l'a donc conduit le 19 mai à Gao (au nord du Mali) chez les troupes françaises. Initialement baptisée « opération Serval », l'intervention militaire française au Mali avait commencé en janvier 2013. Puis le départ de la plupart des troupes a été promis pour la fin de la même année... Or, devant la recrudescence des incursions djihadistes, cette opération a été supplantée en 2014 par la force « Barkhane », environ 4 000 soldats, et étendue cette fois-ci à toute la partie occidentale et centrale de la bande Sahel (son QG se trouve à N'Djamena au Tchad). Depuis la visite de Macron au Mali, un renforcement de la militarisation de la zone du Sahel a été annoncé, avec des armées africaines dans le rôle de forces supplétives. Et c'est officiellement la France, et pas un État africain, qui a annoncé le 6 juin au Conseil de sécurité des Nations unies la création d'une nouvelle troupe de 5 000 soldats issus de cinq États africains pour « combattre les djihadistes et les trafiquants de drogue ». Le texte qui légitimera le déploiement de cette troupe a cependant été bloqué, les USA (et accessoirement les Britanniques) refusant de contribuer à son financement, alors que la Russie et la Chine appuyaient le projet. Et vendredi dernier, le gouvernement français a donc dû présenter une nouvelle version du même texte, mettant davantage l'accent sur la menace djihadiste...

Bertold du Ryon

EN LUCHAS LA CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE 2017 EST NÉCESSAIRE

La maladie et la mort de Chávez ainsi que la brusque et forte baisse des prix du pétrole, à des niveaux bien inférieurs au revenu minimum nécessaire pour maintenir la situation de la gouvernance, commencée en 2006, ont ouvert un nouveau chapitre dans la lutte des classes au Venezuela.

L'empire américain, ses gouvernements laquais dans le monde et la lumpen-bourgeoisie nationale ont vu que le temps est venu pour récupérer la rente pétrolière et revenir au modèle du capitalisme tardif, dépendant et importateur qu'ils avaient impulsé. Mais une nouvelle bourgeoisie apparue entre 2006 et 2013 n'est pas disposée à perdre le contrôle de 96% des produits de consommation importés. Entre les deux, il y a un gouvernement et un parti, qui a joué à un nouveau multiclassisme socialiste, évitant la confrontation directe entre les classes antagonistes. Les travailleurs touchés par une inflation brutale, la perte de pouvoir d'achat et le remplacement du discours socialiste par une rhétorique de la survie du pouvoir, vacillent entre la passivité et le soutien inconditionnel au gouvernement de Maduro. Cette hésitation a conduit plus d'un million d'électeurs de Chávez à s'abstenir lors des élections législatives en décembre 2015, ce qui a rendu possible le triomphe de secteurs de l'opposition anti-chaviste. (...) À l'heure actuelle, nous vivons de terribles niveaux de violence quotidienne, dont l'escalade ouvre la possibilité d'une guerre civile,



Le 27 août, dans une manifestation pro-gouvernementale. DR

expression d'un débordement de la lutte des classes et du début d'une situation révolutionnaire, mais aussi la possibilité de la formation d'un gouvernement autoritaire cherchant à arbitrer le conflit intérieur de la bourgeoisie, ou d'une intervention militaire étrangère pour effacer le mauvais exemple du chavisme en Amérique latine, les Caraïbes et dans le monde, ou encore d'un blocus économique avec le gel des comptes du pétrole. (...) Nous souffrons quotidiennement de cette violence de rue, et des nombreux morts, financée par la lumpen-bourgeoisie et par les forces extérieures. En Luchas

(Ligue unitaire chaviste socialiste), exige l'incarcération immédiate et la poursuite des auteurs de ces meurtres, quels qu'ils soient et peu importe ce qu'ils prétendent défendre. Pour nous, ce sont des enfants de travailleurs et de salariés qui sont manipulés ou qui tombent dans la mêlée, et pour que cela ne puisse se reproduire, il ne peut y avoir aucune tolérance, aucune impunité ou dissimulation procédurière de la vérité. (...) La convocation d'une Assemblée nationale constituante (ANC) a renforcé l'extrémisme de la droite, provoquant une montée incontrôlée de la violence. Dans certains États du pays, comme dans celui

de Carabobo, elle a atteint son paroxysme : les gangs criminels armés qui contrôlent certaines zones, lotissements et quartiers des principales villes de cet État, ont imposé le pillage de toutes sortes de commerces, des transports alimentaires et des logements, imposant des péages au déplacement des citoyens, agressant et même assassinant des gens marchant simplement dans les rues. (...)

La Ligue unitaire chaviste socialiste a décidé de participer activement et ouvertement au processus constituant. Nous réaffirmons notre soutien critique au processus bolivarien, et dans ce sens nous allons accompagner les travailleurs, les paysans, les étudiants, les femmes, les salariés, les exploités et les marginalisés dans la perspective d'obtenir une grande représentation légitime dans ce grand scénario parlementaire que sera cette Constituante, afin que leurs députés contribuent à ouvrir la voie à une radicalisation socialiste révolutionnaire du processus. Sans douter ni hésiter, nous sommes du côté du président Maduro en nous appuyant sur les travailleurs pour impulser la révolution socialiste radicale du processus bolivarien. *Valencia, mai 2017*



Dossier coordonné par

Dans le sillage de l'insurrection du «Caracazo» en 1989, depuis l'élection d'Hugo Chávez en 1998 et plus particulièrement à la suite des immenses mobilisations populaires qui avaient répondu aux tentatives de coup d'État (2002) et de «grève patronale» (2003), le Venezuela a connu un «processus politique» qui a longtemps suscité bien des espoirs.

Une solidarité critique

Le Venezuela bolivarien a été le premier, et incontestablement le plus radical, des gouvernements dits «progressistes» qui se sont établis en Amérique latine dans les années 2000 sur la base d'un fort soutien de celles et ceux «d'en bas» et ont pratiqué, à des degrés très divers, une politique de redistribution sociale et de distanciation de l'impérialisme des États-Unis. Depuis la France, les anticapitalistes ne peuvent avoir la prétention de distribuer les «bons points» aux peuples latino-américains en lutte. Mais nous sommes de celles et ceux qui ont toujours affirmé notre solidarité internationaliste, même si elle était clairement critique, avec le «processus révolutionnaire» au Venezuela. Il nous semble ainsi important de connaître le point de vue des camarades de deux groupes (En Luchas et Marea Socialista) qui vivent et résistent au sein de ce processus afin de souligner quelques-uns des problèmes qu'ils soulèvent, notamment sur la proposition du Président Maduro de convoquer une nouvelle Assemblée constituante.

Une des questions fondamentales reste de mesurer l'implication de l'impérialisme, des États-Unis notamment, dans la crise actuelle. Non seulement les encouragements, voire les appuis concrets, qu'il peut donner à l'opposition

néolibérale vénézuélienne dans sa lutte acharnée contre le gouvernement actuel, mais aussi l'impact que pourrait avoir dans les rapports de forces continentaux en Amérique l'effondrement du chavisme. Il est aussi essentiel de faire un bilan critique de la gestion de Nicolás Maduro.

Une mobilisation urgente

L'immense majorité du peuple vénézuélien vit une situation dramatique : inflation galopante, rareté des produits de première nécessité et des médicaments, corruption généralisée, fuite des capitaux et marché noir, violence croissante qui a déjà fait plus de soixante morts, intervention des paramilitaires colombiens, etc. Quelles réponses apporter à cette situation ? Tout à leur lutte acharnée pour le pouvoir, ni le gouvernement Maduro ni l'opposition (coalition de la MUD – Table de l'unité démocratique) ne proposent de mesures qui pourraient améliorer les conditions de vie de la population vénézuélienne. Pour les travailleurs et la population pauvre, la mobilisation sur des revendications immédiates de survie est une urgence, tout en défendant leur droit à l'autodétermination sans ingérences extérieures.

D'une façon plus générale, et tous les révolutionnaires le reconnaissent, l'intervention consciente des classes populaires pour la défense de leurs intérêts leur est indispensable pour desserrer l'étau entre un gouvernement Maduro qui ne peut – à ce stade – être considéré comme leur représentant (et ce alors que les accords gouvernementaux avec des transnationales extractivistes se multiplient) et une droite revancharde pro-impérialiste qui ne cherche qu'à utiliser leur colère pour liquider les conquêtes des années Chávez (1999-2013).

MAREA SOCIALISTA FACE À LA FAUSSE CONSTITUANTE: RÉFÉRENDUM CONSULTATIF ET RESPECT DE LA CONSTITUTION DE 1999

Cette initiative du gouvernement est à l'inverse du processus d'élaboration, de débat et de sanction de la Constitution de 1999 qui comportait la participation active et majoritaire du peuple souverain, un processus qu'à Marea Socialista, nous revendiquons comme une méthode démocratique.

Les annonces connues à ce jour, la *Gaceta* [l'équivalent du *Journal officiel* NDT] elle-même portant la convocation faite par Maduro, de même que la déclaration du membre de la Commission présidentielle pour la Constituante Aristobulo Isturiz qui a affirmé : «il n'y a rien à demander au peuple parce qu'aujourd'hui la Constitution actuelle prévoit la Constituante», démontrent qu'il s'agit d'une proposition aux caractéristiques corporatistes et antidémocratiques, avec la participation arbitraire de 50% d'instances cooptées par l'État et sans consultation. Une proposition qui a seulement servi à jeter de l'huile sur un feu alimenté par les directions politiques et nous place face à un horizon bien plus menaçant. D'autre part, cette Assemblée nationale constituante n'est ni utile ni nécessaire pour affronter les problèmes les plus urgents et les plus immédiats dont souffre notre peuple. L'urgence d'approvisionner en aliments et médicaments nécessite des mesures concrètes, à l'opposé de celles qu'est en train d'appliquer le gouvernement, par exemple la suspension du paiement de la dette extérieure pour satisfaire les besoins de la population. (...)

Comme vient de le signaler la procureure générale Luisa Ortega, on ne peut pas demander à la population de rester dans la légalité si c'est l'État lui-même qui viole la loi. Sur ce point, il faut être clair : l'actuelle dynamique de répression violente, de caractère démesuré, excessif et dans certains cas brutal, utilisée par les forces de l'État, accompagnées de civils armés, va bien au-delà de tout contrôle ou supervision de la protestation sociale, elle se convertit en une violation ouverte des droits humains fondamentaux. Entre autres choses, il est bon de rappeler que les délits provoqués par cette violation sont imprescriptibles dans le temps. Bien entendu, nous rejetons l'action des groupes provocateurs ou les possibles francs-tireurs qui agissent en étant couverts par la direction de la MUD. Mais sans coïncider en aucune façon avec la politique de cette direction ni avec ses convocations, il faut souligner que la majorité des morts, civils désarmés, jeunes et femmes, l'ont été dans le cadre de manifestations qui exerçaient le légitime droit à la protestation, de même que les plus de 700 blessés et les centaines de personnes arrêtées. Dans ce cas, sans aucun doute, nous revendiquons le droit à la légitime défense qu'exercent les manifestants



Le 6 avril à Caracas, une des manifestations anti-Maduro très durement réprimée. DR

quand l'État viole l'exercice des droits des citoyens. Cette violation constante est la caractéristique principale des régimes autoritaires qui dérivent vers le totalitarisme, et c'est l'un des principaux facteurs qui alimentent la violence. (...) Dans l'actuelle situation de crise et de violence croissante, il est indispensable de faire valoir la voix du peuple, de faire approuver la convocation par le peuple souverain par référendum, et de même, de faire approuver le résultat de l'Assemblée nationale constituante si elle se réalise de la même manière. C'est pour cela que nous appelons à constituer un grand front pour l'exiger et mettre en œuvre ces référendums consultatifs. Et en

attendant, nous exigeons depuis cet espace la pleine vigueur de la Constitution de 1999. (...) Un exemple de cela est l'activation du «Plan Zamora» dans l'État de Carabobo, qui doit être interprété comme une expérience pilote avec la prétention de l'étendre ensuite à tout le pays. Ce plan consiste en la mise en place de tribunaux militaires à la place de la justice ordinaire pour juger les manifestants arrêtés, l'installation de fait de camps de détention dans les dépendances militaires, ce qui est alarmant et peut amener à dépasser la mince frontière qui conduit à l'établissement d'un gouvernement ouvertement répressif et totalitaire. *7 mai 2017*



Maduro dans l'ombre de Chávez. DR

CRISE DU PROCESSUS

BOLIVARIEN AU VENEZUELA

« CHAVISME » AUT POPULAIRE ?

par Franck Gaudichaud, Fabrice Thomas et Pedro Huarcaya

Brève chronologie

1958 : Fin de la dernière dictature militaire

Février 1989 : « Caracazo », émeutes de la faim et répression sanglante par le Président social-démocrate Carlos Andrés Pérez (entre 1500 et 3 000 morts)

Février 1992 : Le lieutenant-colonel Hugo Chávez Frías et son mouvement, le MBR-200 (Movimiento Bolivariano Revolucionario 200) tentent un coup d'État anti-oligarchique qui échoue (Chávez, emprisonné, sera libéré en 1994).

Décembre 1998 : Chávez est élu sur la base d'un programme électoral anticorruption et qui promet de combattre la pauvreté.

Décembre 1999 : Entrée en vigueur de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela, suite à une Assemblée constituante approuvée par référendum.

Avril 2002 : Coup d'État de la bourgeoisie contre le gouvernement bolivarien. Chávez est restitué à la présidence grâce à la mobilisation populaire et d'une partie de l'armée.

Décembre 2002-février 2003 : Lock-out patronal de l'économie vénézuélienne contrôlé par un large mouvement de résistance populaire.

Août 2004 : Chávez gagne le référendum révocatoire présenté par l'opposition et radicalise son discours anti-impérialiste.

Janvier 2005 : Chávez revendique lors du Forum social mondial la nécessité du « socialisme du 21^e siècle », développement des « Missions » et expériences de cogestion ouvrière au Venezuela.

Décembre 2005 : L'opposition boycotte les élections parlementaires malgré les assurances sur la sincérité du scrutin.

Décembre 2006 : Réélection triomphale d'Hugo Chávez avec 63 % des suffrages exprimés.

Avril 2008 : nationalisation de SIDOR, immense complexe sidérurgique, sous la pression des travailleurs.

Septembre 2010 : Élections législatives qui consacrent une courte victoire du chavisme (48 % des voix, 59 % des sièges).

Mars 2013 : Décès du Président Chávez peu après sa 3^e réélection présidentielle. Nicolás Maduro, bientôt élu, le remplace à la tête de l'État.

Février-mars 2014 : Nouvelle escalade de violence de la part de l'opposition réclamant la « sortie » de Maduro, au bilan lourd : 43 morts, près de 500 blessés...

Avril-juin 2017 : Affrontements violents qui ont coûté la vie à plus de 80 personnes.

Des personnages clés



Nicolás Maduro

Ancien syndicaliste dans le métro de Caracas, il dirige le courant syndical le plus subordonné au gouvernement. Il devient ministre des Affaires étrangères de 2006 à 2013 avant de succéder à Hugo Chávez à son décès. Depuis, il gouverne un pays dans une crise économique et politique profonde.



Henrique Capriles

Issu de la grande bourgeoisie vénézuélienne, il participe à l'assaut contre l'ambassade de Cuba durant le coup d'État d'avril 2002. Il est depuis 2012 le principal représentant de l'opposition au gouvernement et incarne l'aile ayant renoncé aux tentatives de renversement par la rue. Il est condamné en avril 2017 à quinze ans d'inéligibilité.



Leopoldo López

Lui aussi de la grande bourgeoisie vénézuélienne, il est le maire de la partie la plus riche de Caracas de 2000 et 2008. Il participe à ce titre à la tentative de coup d'État d'avril 2002 et joue un rôle dans l'arrestation du ministre de l'Intérieur d'Hugo Chávez. Il incarne l'aile insurrectionnelle de l'opposition, appelant début 2014 à « la sortie » de Nicolás Maduro avant son terme constitutionnel. Il a été condamné à 13 ans et demi de prison pour ce rôle.

La Constituante de Maduro, qu'est-ce que c'est ?

Nicolás Maduro a proposé de convoquer une Assemblée constituante. Celle-ci serait composée de 545 constituants, dont un tiers serait élu par secteurs (par ordre décroissant de postes à pourvoir : travailleurs, retraités, étudiants, conseils communaux, indigènes, paysans/pêcheurs, patrons et handicapés), et les deux autres tiers au suffrage universel par municipalité.

Les modalités d'élection du premier collègue ne sont pas encore connues. Celles du second collègue laissent apparaître une très forte surreprésentation des zones rurales. Un professeur à l'Université centrale du Venezuela a calculé qu'avec les mêmes rapports de forces électoraux qu'aux élections législatives de 2015 (58 % pour l'opposition, 42 % pour le gouvernement), le gouvernement obtiendrait 52 % des constituants du second collègue. L'opposition a d'ores et déjà annoncé qu'elle refuserait de participer à un tel scrutin prévu fin juillet.

ARC MINIER DE L'ORÉNOQUE : QUAND MADURO ET L'OPPOSITION S'ENTENDENT SUR LE DOS DES INDIGÈNES, DES TRAVAILLEURS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Début 2016, le gouvernement Maduro a publié un décret dit de « l'Arc minier de l'Orénoque », qui confierait 112 000 km², soit 12 % du territoire national, à des dizaines de multinationales étrangères...



2012, l'exploitation minière contrôlée par l'entreprise nationale CVG-Minerven. DR

Celles-ci (chinoises, russes mais aussi occidentales comme la Gold Reserve canadienne) y exploiteraient or, diamants, fer, coltan, bauxite et autres minéraux. Ce texte suscite une vive opposition des militants révolutionnaires vénézuéliens, que ceux-ci s'affirment favorables ou défavorables à l'Assemblée constituante.

Ce projet contredit l'affirmation de souveraineté nationale sur les sous-sols, proclamés dans la Constitution promulguée au moment de l'accession d'Hugo Chávez au pouvoir.

L'Arc minier de l'Orénoque doit son existence légale à son statut de « zone économique de développement national », déclinaison vénézuélienne de la « zone économique spéciale » chinoise,

dérogeant à l'impôt, au droit du travail...

Toujours l'extractivisme...

Ce projet est nocif pour les salariés mais aussi pour les dizaines de communautés indigènes qui vivent sur ces terres depuis des siècles. Derrière ce projet, on constate le maintien du paradigme extractiviste dans les perspectives du gouvernement, paradigme à l'origine de la crise économique actuelle, accentuant la dépendance au pétrole, négligeant la diversification des sources de revenus, enfermant l'humanité dans une logique de court-terme.

Si l'opposition néolibérale critique radicalement le projet d'Assemblée constituante, elle ne désapprouve pas l'Arc minier de l'Orénoque, partageant sur le fond avec le gouvernement Maduro le projet de dépossession des terres des indigènes, d'exploitation des travailleurs et de prédation de l'environnement.

POLÉMIQUE DES INTELLECTUELS DE GAUCHE

Fin mai dernier, un texte signé par des dizaines d'intellectuels de gauche lancé notamment par le sociologue vénézuélien Edgardo Lander et intitulé « Appel international urgent pour stopper la montée de la violence au Venezuela »¹ a exprimé une « profonde préoccupation face à la situation incontrôlée de violence politique et sociale au Venezuela »...

Il considère qu'il existe d'un côté « un gouvernement de plus en plus délégitimé, prenant un fort caractère autoritaire » et, de l'autre, « des secteurs extrémistes dans l'opposition (très large et hétérogène) qui recherchent (...) une issue violente ». Souhaitant « chercher de nouvelles voies pour le dialogue politique et social », l'appel propose « la formation urgente d'un Comité international pour la paix au Venezuela ».

En réponse, le « Réseau des intellectuels, artistes et mouvements sociaux en défense de l'humanité » très proche des « gouvernements progressistes » d'Amérique latine a fait une réponse intitulée « Qui accusera les accusateurs ? »² dénonçant publiquement ces intellectuels : les auteurs et considèrent que le Venezuela est victime d'une « guerre de quatrième génération » menée par les États-Unis. Selon eux, « ignorer [cette] dimension conduit à développer des analyses

superficielles » et à une « fétichisation notable de la démocratie dans ses formats libéraux ».

Pour le NPA, le droit à la critique de toutes les formes d'autoritarisme est un droit essentiel, quels que soient les gouvernements en place. D'autre part, selon nous, le débat réel est comment affronter effectivement au mieux les manœuvres impérialistes et néolibérales, la violence paramilitaire, tout en luttant dans une perspective écosocialiste contre la bureaucratie « maduriste », les « bolibourgeois » qui accumulent des millions, en dénonçant clairement le paiement de la dette externe au détriment de l'économie locale par le gouvernement et des projets mega-extractivistes destructeurs comme l'Arc minier (voir ci-dessus).

1 – <http://llamadointernacionalvenezuela.blogspot.fr/2017/05/apelinternational-urgent-para-stopper.html>

2 – <https://www.aporrea.org/ideologia/a247063.html>



DR

Pour aller plus loin

Olivier Compagnon (dir.) et al, *Le Venezuela au-delà du mythe: Chávez, la démocratie, le changement social*, Ivry-sur-Seine, L'Atelier, 2009.

Olivier Folz (dir.) et al, *Le Venezuela d'Hugo Chávez: bilan de quatorze ans de pouvoir*, Presses universitaires de Nancy – Éditions universitaires de Lorraine, 2013.

Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde, *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne: promesses et défis d'un processus de changement social*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2012.

Cécile Raimbeau et Daniel Hérard, *Chroniques boliviariennes. Un voyage dans la révolution vénézuélienne*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2014.

Rafael Uzcátegui, *Venezuela, révolution ou spectacle? Une critique anarchiste du gouvernement bolivarien*, Paris, Spartacus, 2011.

Et sur la période récente :

Edgardo Lander, *Venezuela. L'implosion d'un pays rentier* (en deux parties), mis en ligne en août 2016, disponible sur : <http://www.cadtm.org/Venezuela-L-implosion-d-un-pays>

RENNES (35)

Les flics dérapent, les manifestants trinquent!

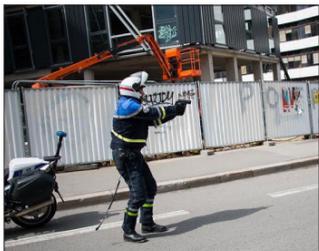
Le 27 avril dernier, au cours d'une manifestation «Ni Le Pen ni Macron» regroupant près de 2000 personnes, un motard de la police a sorti son arme et braqué la foule...

Le geste est rare et choqué: l'image fait alors le tour des réseaux sociaux. Pour la préfecture, le policier a agi «avec sang-froid, tempérence et modération», aucune enquête interne n'aura lieu. Au contraire, la machine policière se met en branle pour construire une affaire pour «violence sur agent», ainsi que «groupement en vue de commettre des dégradations ou des violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique».

Une opération quasi militaire... dans le silence médiatique

Le 30 mai, une cinquantaine de policiers mène des perquisitions et des arrestations simultanées dans 6 habitations rennaises. Cagoulés, arme au poing, ils interviennent dans une maison où se trouve un enfant de 10 mois, détruisent la porte, pourtant blindée, d'un autre appartement. 7 personnes, dont deux mineurs, sont interpellées.

C'est la première fois qu'on voit une opération d'une telle ampleur à Rennes. Pourtant, la couverture médiatique se réduit à un bref article sur le site de *Ouest-France*. Et contrairement aux opérations ayant eu lieu pendant la COP21, la préfecture ne fait aucun commentaire triomphant: il ne faut surtout pas rappeler qu'un policier a sorti un pistolet...



Quand la police braque des manifestants... DR

La machine judiciaire «en marche»

Plus que sur des preuves, l'enquête semble se baser sur le «profil» de manifestants ayant des antécédents judiciaires, notamment ceux liés aux luttes contre la loi travail et contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Les cinq personnes majeures passent en comparution immédiate et, parce qu'ils demandent un délai pour préparer leur défense, parce qu'ils ont osé faire valoir en garde à vue leur droit à garder le silence, et parce qu'ils ont tous un profil «politique», la procureure obtient un mandat de dépôt. Les cinq dormiront donc en prison jusqu'au 21 juin, date de renvoi du procès, alors que deux sont étudiants et doivent passer leurs examens, qu'un autre travaille en CDI et qu'un dernier est père de famille... Alors que le gouvernement Macron se prépare à inscrire dans le droit commun les mesures de l'état d'urgence le jour même du procès, alors que la ville de Rennes a été le théâtre d'une répression policière de plus en plus féroce contre les manifestations pendant le mouvement contre la loi travail, il nous faut organiser maintenant une campagne de solidarité large avec les cinq de Rennes.

Correspondants

Contre l'État, ses flics et les fachos, nos solidarités, nos mobilisations!

MIGRANT-E-S

Relégué au second plan par des médias accaparés par la seule «farce électorale», le sort fait aux migrantEs par l'État, ses flics et les fachos, dépasse ces jours-ci les limites du supportable...

Pourtant, des résistances s'organisent: à La Roya, à Calais ou à Paris La Chapelle. Mais elles ne peuvent suffire si elles restent isolées. Il n'y aura pas de trêve estivale dans cette lutte pour la dignité, contre le racisme, pour l'égalité. C'est tous ensemble qu'il faut riposter...

À Calais, «défense de nourrir les migrants»

Sept mois après la destruction de la «jungle», souvent expulsés des centres d'accueil et d'orientation (CAO), près de 600 migrantEs traqués par la police tentent de survivre dans le Calaisis en attendant l'opportunité de passer en Angleterre.

150 flics ont été dépêchés en renfort pour participer à la traque, et les organisations humanitaires elles-mêmes sont quotidiennement confrontées à la répression. Intimidations, blocages des distributions de repas par la police, mise en garde à vue d'une bénévoles de l'Auberge des migrants le 1^{er} juin dernier. Les flics et la mairie reçoivent un soutien dans leurs basses œuvres de la part des «Calaisiens en colère» qui – en toute impunité – ont décidé de «faire la police eux-mêmes»...

À Menton, un centre de détention clandestin

En dehors de tout cadre légal, la PAF (police de l'air et des frontières) de Menton détient des migrantEs dans ses locaux. Après



Centre pour migrants de Paris porte de la chapelle: ici la France accueille... DR

avoir affirmé qu'il ne s'agissait que d'une «zone d'attente», celle-ci, confondue par une enquête menée par la Cimade, a bien été obligée de reconnaître qu'il s'agissait d'un local de détention, comme l'est le premier étage de la gare de Menton-Garavan.

Saisi par plusieurs organisations (Cimade, Gisti, Anafé, SAF, Adde), le tribunal administratif a décidé... de couvrir ces pratiques illégales! Sans aide juridique, en dehors de toute procédure, les migrantEs attendent donc dans ces locaux de savoir à quelle sauce ils vont être mangés: prison, expulsion vers l'Italie ou vers leur pays d'origine? Bienvenue en Macronie!

Des «Identitaires» fascistes et assassins!

Montrant ainsi son vrai visage, Génération identitaire appelle sur les réseaux sociaux à contribuer à une cagnotte baptisée «Défendre l'Europe» afin d'affréter une «flotte anti-ONG» destinée à entraver l'action de SOS Méditerranée et des autres ONG portant secours en mer aux migrantEs. Ces pirates de pacotille ont déjà réuni 65 000 euros pour subventionner leur courageuse

entreprise, en partenariat avec d'autres vermines du même acabit en Europe. À ce jour, leur seul fait d'arme se résume à avoir bloqué le 12 mai dernier à la sortie du port de Catane le navire Aquarius appartenant à SOS Méditerranée, mais le laisser-faire dont font preuve les autorités française et italienne à leur égard est inquiétant.

Ainsi alors que les mises en examen pleuvent sur les soutiens aux migrantEs, aucune poursuite n'a été engagée pour «non-assistance à personne en danger» ou infraction à «l'obligation internationale de sauvegarder la vie humaine en mer». Mais que fait le gouvernement (sic)?

Après La Roya et La Chapelle, généralisons la riposte

Résister à l'air du temps, mettre en place des solidarités, organiser des rassemblements de soutien, des manifestations, mettre systématiquement la question des migrantEs dans nos mobilisations... C'est urgent, et c'est possible.

Ainsi, en dépit des multiples interpellations, gardes à vue et procès, les habitantEs de la vallée de La Roya, par leur détermination et leur persévérance, ont réussi à faire des émules, et les actions de soutien de la population d'une région pourtant politiquement considérée largement «à droite» se multiplient. Cette légitimation se constate d'ailleurs au nombre croissant d'articles de presse et d'émissions de radio

sur les antennes nationales qui leur sont consacrés.

Samedi 10 juin, dans le 18^e arrondissement de Paris, une manifestation organisée par le collectif Zone de solidarité populaire a réuni près d'un millier de personnes, c'est-à-dire plus que certaines initiatives appelées nationalement! Accompagné d'une fanfare improvisée, un cortège combatif, gai – où se côtoyaient des migrantEs afghans, soudanais, érythréens, des sans-papiers maliens, sénégalais, des habitantEs du quartier, des militantEs antiracistes, des vendeurs à la sauvette, des femmes révoltées par la récupération raciste tentée par la mairie PS et la droite d'un article du *Parisien* – ont rejoint la halle Pajol, un lieu marqué par des décennies de mobilisations des sans-papiers et des migrantEs. Et d'autres initiatives sont prévues... En se mobilisant contre la loi «Travail!» et son monde, il allait de soi que cela comprenait également la lutte contre l'état d'urgence et la répression, notamment dans les quartiers populaires, mais aussi l'urgence d'organiser une riposte de masse contre l'Europe forteresse. Cette question ne saurait être oubliée lors des prochaines mobilisations, à commencer par les rassemblements appelés par le Front social lundi 19 juin devant l'Assemblée nationale et dans plusieurs villes du pays.

Liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous!

Alain Pajolat

SNCF Stopper la répression anti-syndicale

Un important rassemblement s'est tenu mardi 6 juin devant le campus de SNCF Réseau, où Nathalie Pradelle, militante et membre du CHSCT pour SUD-Rail, passait en commission disciplinaire.

Menacée de radiation, c'est-à-dire de licenciement, on lui reproche de l'avoir surpris la main sur la souris de l'ordinateur de sa chef (avec qui elle travaille dans le même bureau). En réalité, c'est l'engagement syndical de Nathalie, au côté des cheminots pour contrer les politiques de casse du service public, qui dérange la direction de la SNCF.

À l'appel de SUD-Rail, la CGT Cheminots, Force ouvrière et du comité de soutien à Nathalie, un important rassemblement s'est donc tenu. Des représentants des trois organisations syndicales y ont pris la parole, ainsi que des organisations



ToutEs avec Nathalie Pradelle! DR

politiques et Éric Beynel pour Solidaires. Ensuite, des collègues de Nathalie, des membres du comité de soutien, ont pu raconter à quel point le dossier à charge contre Nathalie est totalement vide. Enfin, Nathalie a adressé quelques mots aux présents pour les remercier du soutien et surtout pour

dire qu'il faut continuer à se battre.

Ne pas laisser faire!

Les organisations syndicales ont récemment dénoncé le fait qu'il existe une situation d'alarme sociale à la SNCF. La question de la répression, de la souffrance au travail, qui va parfois jusqu'à briser

des vies. On l'a vu avec le suicide d'Édouard Postal, cheminot et militant SUD-Rail qui s'est jeté sous un train à Saint-Lazare deux jours avant sa mutation disciplinaire.

Il est temps de commencer à regrouper les différents cas de répression, et ne laisser aucun collègue isolé. Et la seule manière d'envoyer un message clair et fort à la direction, c'est bien à travers la grève et la mobilisation. Il devient urgent que l'ensemble des organisations syndicales qui contestent la politique mise en place par la direction se mettent d'accord sur un plan d'action.

Correspondant

AMIANTE

Justice enfin?



CHARMAE

GM&S LA SOUTERRAINE (23)**Les travailleurs toujours mobilisés!**

Le 24 mai, les salariés de GM&S, une entreprise sous-traitante de l'automobile à La Souterraine dans la Creuse, décidaient en assemblée générale de reprendre le travail le 29 mai après six mois de mobilisation soutenue qui les avaient propulsés à la une de l'actualité après avoir menacé de faire sauter l'usine...

Cette décision de reprise faisait suite à la décision du tribunal de commerce de Poitiers de repousser de 5 semaines le redressement judiciaire après l'annonce « miraculeuse » de potentiels repreneurs. Mais la CGT et l'ensemble des ouvriers se sont vite rendu compte que les propositions ne reposaient que sur du vent. Au 7 juin, seul GMD (un groupe également sous-traitant de l'automobile) maintenait son offre (et encore, par un simple mail...) avec seulement une reprise de 110 salariés sur les 277.

De plus, les travailleurs apprenaient que les millions supplémentaires de commande promis par les constructeurs PSA et Renault n'étaient que pour l'année 2018, ce qui revenait à asphyxier financièrement l'entreprise avant la fin de l'année. Du « foutage de gueule » comme le disait un syndicaliste. Pour d'autres, « il faut remettre les bonbonnes », « on est gentils, mais faut pas nous prendre pour des cons ».

« Hollande, Macron, même chanson ? »

Du coup, la colère est de nouveau montée d'un cran. Profitant de la venue de Macron à Limoges, les travailleurs ont multiplié les démarches pour être reçus, menaçant de perturber sa venue. Finalement, ils ont été reçus, loin de Limoges, à la sous-préfecture de Bellac par Macron. Malgré l'incertitude sur l'heure et le lieu de la rencontre, près de 500 manifestants, dont 200 de GM&S, se sont rassemblés à Bellac le vendredi soir. Personne n'était dupe concernant l'issue de l'entretien, comme le proclamait une grande pancarte des GM&S : « Hollande, Macron, même chanson ? »

D'ailleurs, à la sortie de l'entretien avec le chef de l'État, les mines sur les visages de la délégation n'annonçaient rien de bon. Macron a annoncé la création d'une « cellule de crise » à laquelle sont conviés les représentants syndicaux, qu'il ferait pression sur les constructeurs, que l'audience au tribunal serait repoussée au 30 juin, qu'il avait une « préférence » pour la reprise par GMD... et qu'il ne fallait pas attendre de sa part qu'il joue au « Père Noël » ! Bref, rien de concret pour les ouvriers de GM&S et les interrogations sur leur devenir restaient dans toutes les têtes à l'issue de cette rencontre.



Dans les rues de Bellac avant de rencontrer le Père Noël... DR

Au moment où nous écrivons ces lignes, les syndicalistes de GM&S sont reçus à Bercy dans le cadre de la cellule de crise, et dans toutes les têtes ressort l'envie de continuer à mettre la pression comme ils le font depuis six mois. Est-ce que leur colère, malgré les nombreux soutiens de la population à leur cause, restera

isolée ou se répandra aux autres entreprises en butte à des plans de licenciements ou de fermeture ? C'est peut-être l'enjeu de la situation, car ce que patrons et gouvernement craignent le plus, c'est que la colère des GM&S s'étende à toutes les victimes de cette société capitaliste.

Correspondant**CAMPANILE TOUR EIFFEL - PARIS
2 semaines de grève, et la lutte continue!**

En avril 2016, après 28 jours de grève, la direction du Campanile Tour Eiffel signait un protocole d'accord dans lequel les deux parties (direction et salariéEs) s'étaient engagées à créer un climat serein dans l'entreprise.

Depuis, reniant sa signature, la direction a tout mis en œuvre pour tenter de déstabiliser et faire voler en éclats l'unité de l'équipe, par l'embauche de nouveaux salariéEs plutôt que de privilégier la promotion, le reclassement interne ou l'augmentation de la mensualisation des temps partiels, par des pressions sur le personnel, le refus systématique des revalorisations de salaires, par la mise à l'écart de la sous-directrice et la sanction d'un élu syndical. Alors que Louvre Hotels Group se présente comme un « modèle de dialogue social », son objectif depuis un an est clair : casser l'équipe du Campanile Tour Eiffel pour éviter que la détermination des salariéEs à avoir des conditions de



Comme le disent les grévistes, CampanUL en social! DR.

travail décentes ne s'étende à d'autres hôtels.

Des salariéEs toujours déterminés

Depuis le 16 mai, avec leur syndicat CGT HPE, les salariéEs ont décidé à nouveau de se mettre en grève illimitée. Leurs revendications sont multiples : 100% du 13^e mois de salaire dès 2017 et non en 2020 ; le refus

de la modulation du temps de travail pour les temps partiels ; l'augmentation du temps de travail des femmes de chambre de 25 à 30 heures par semaine, au lieu de privilégier de nouvelles embauches précaires ; l'arrêt des pressions permanentes sur les femmes de chambre à qui on demande de dépointer puis de retourner travailler ; la mise en place d'une prime d'ancienneté, d'une prime de nuit de 25 euros par nuit travaillée, d'une prime d'habillage de 230 euros par an ; l'arrêt des pressions, du mauvais traitement et du harcèlement contre les syndiquéEs CGT qui ont mené la grève victorieuse l'an dernier.

Un quatrième rassemblement de solidarité est prévu ce jeudi 15 juin. À suivre.

Correspondant**FRONT SOCIAL****En ordre de marche**

Près de 400 participantEs sur la journée, 30 organisations représentées sur la centaine que compte désormais le Front social – et une quarantaine d'autres venues en observatrices – ainsi que les deux tiers des 25 collectifs locaux dénombrés à ce jour : la première rencontre nationale du Front social, qui s'est tenue samedi dernier à Paris, a été un succès.

Même s'il a été question du contenu des futures ordonnances visant à « réformer » le code du travail, c'est la méthode elle-même, conçue pour couper court à toute contestation, qui a été pointée. Ainsi, Solidaires Industrie a rappelé que le gouvernement avait son calendrier, désormais connu de tous, et qu'il fallait urgemment construire le nôtre. Même si le rôle d'entraînement des confédérations est indispensable et que le Front social n'a pas vocation à s'y substituer, il est urgent de préparer la riposte aux régressions qui se préparent. C'est pourquoi l'arrêt des discussions avec le gouvernement est un préalable. Au lieu de s'embourber dans des réunions tout l'été, c'est bel et bien la lutte et le blocage du pays qu'il faut préparer dès maintenant : la réussite des rassemblements prévus le 19 juin prochain, après le second tour des législatives qui, en dépit d'une abstention record, devrait porter les candidatEs macronistes au pinacle, sera capitale, que ce soit à 18 heures sur Paris devant l'Assemblée nationale et dans onze autres villes (à ce jour).

Au cœur des luttes

La solidarité avec les luttes était omniprésente, avec la venue d'une délégation – ovationnée – de grévistes de l'usine MATT dans l'Aisne, du Campanile Tour Eiffel, de représentantEs des ZAD de Bure et de Notre-Dame-des-Landes ou contre la répression subie par Antonin Bemanos.

La réunion a aussi été l'occasion d'affiner le profil du Front social sur son rapport aux organisations politiques, par la présentation du collectif d'animation qui doit être féminisé, et autour de la discussion d'un manifeste. Sur ce dernier, il faut reconnaître que beaucoup de participantEs projettent sur lui davantage que ce qu'il est en mesure de faire, tout du moins à ce stade.

« Il vient une heure où protester ne suffit plus. Après la philosophie, il faut l'action », selon Victor Hugo. La régression sociale ne se négocie pas et ne passera pas par ordonnance ! L'antidote, c'est de préparer une mobilisation générale du monde du travail mais aussi de la jeunesse et des sans-droits, de toutes celles et ceux qui sont déjà victimes de ce système et que la politique de Macron ne pourra que davantage précariser.

LD

C'est dans la rue que ça se passe! DR

Mercredi dernier, le 7 juin, la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris examinait le maintien ou non des mises en examen de neuf membres du Comité permanent amiante (CPA) pour « homicides et blessures involontaires ». Une procédure qui se déroulait à huis clos et laissait donc à la porte du tribunal les principaux intéressés, dont plus d'une centaine, veuves, victimes, étaient rassemblés à Dunkerque.

Selon les autorités sanitaires, l'amiante pourrait provoquer en France jusqu'à 100 000 décès d'ici 2025. « Sur les chantiers navals de Dunkerque, on était 3 000 salariés et 3 000 sous-traitants. À ce jour dans notre association, on dénombre 670 décès directement liés à l'amiante », rappelle Pierre Pluta, 70 ans, ancien ouvrier de la Normed à la tête de l'association régionale pour la défense des victimes de l'amiante du Nord-Pas-de-Calais (ARDEVA). Pour Michel Parigot, 60 ans, chercheur en mathématiques au CNRS et président du Comité anti-amiante de Jussieu, « les employeurs ne sont pas seuls en cause, les

responsables au niveau national doivent rendre des comptes ».

Des victimes qui s'obstinent

Ce sont l'ARDEVA et le Comité anti-amiante de Jussieu qui ont relancé la procédure alors que les premières plaintes remontent à plus de vingt ans. Las de voir s'enliser leurs dossiers au pôle judiciaire de santé publique de Paris, ils espèrent voir enfin jugées un jour les responsabilités nationales de ce tragique scandale sanitaire. Ils dénoncent « un puissant lobbying des industriels de l'amiante qui a organisé la désinformation des pouvoirs publics » et « des comportements négligents voire

accablants » qui auraient aggravé la mise en danger des salariéEs exposés à la substance toxique. À Dunkerque, sur les chantiers navals, les ouvriers inhalaient les poussières d'amiante qui flottaient dans l'air. À Jussieu, les employés et universitaires travaillaient dans des bâtiments floqués d'amiante.

Les neuf mis en cause ont tous appartenu, entre 1982 et 1995, au CPA, créé et financé par les industriels de l'amiante dont les membres étaient issus des milieux industriels, scientifique, médical, syndical ou de la haute fonction publique liés aux ministères du travail, de la santé ou de l'industrie. Ils sont soupçonnés d'avoir

exercé auprès des pouvoirs publics un lobbying visant à retarder l'adaptation de la réglementation et à éviter l'interdiction de cette fibre cancérigène bannie en France depuis le 1^{er} janvier 1997. Soupçonnés de conflit d'intérêts, ils n'auraient pas tout fait pour éviter une catastrophe sanitaire malgré les alertes scientifiques de l'époque. Leur mise en examen dans les dossiers de la Normed à Dunkerque et du campus de Jussieu datent de 2012, mais avaient été annulées par la cour d'appel de Paris avant que la chambre criminelle de la Cour de cassation, saisie par les parties civiles, ne revienne sur cette décision : elle avait refusé d'établir un lien entre l'ampleur de la catastrophe sanitaire et la réaction tardive des autorités, malgré la multiplication des alertes des scientifiques en France, mais aussi de la part des autorités sanitaires américaines ou des directives européennes.

Délibéré au 15 septembre

À l'issue d'une longue journée d'audience, la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris a mis sa décision en délibéré au 15 septembre. Ces dossiers très techniques représentent près de 80 tomes et demandent un travail colossal, ce qui explique en partie leur mise en sommeil par une justice pénale qui n'a pas les moyens d'éplucher des dossiers aussi complexes. Si ces mises en examen étaient maintenues, cela ouvrirait la voie, vingt ans après le dépôt des premières plaintes, au premier procès pénal de l'amiante en France.

Les décisions de tribunaux à l'étranger, notamment en Belgique et en Italie où un ancien ministre de Mario Monti a été condamné à une peine de prison pour « homicides et blessures involontaires », ont insufflé un nouvel espoir.

Robert Pelletier



Les comités en action!

Montreuil (93) Mission accomplie. Sans surprise, la candidate du NPA, syndicaliste enseignante bien connue sur le secteur, n'a fait qu'un score des plus modestes sur fond d'abstention et de guerre à gauche du PS, entre La France insoumise, le PCF et l'ex-maire ex-PCF Jean-Pierre Brard. Mais l'objectif était tout autre: regrouper notre milieu et permettre à de nouveaux sympathisantEs d'intervenir et de populariser un programme pour les luttes face aux ravages promis par Macron et le patronat. De ce point de vue, l'intervention de Philippe Poutou, en réunion publique mardi 6 juin avec une cinquantaine de personnes, a été une aide précieuse. Un débat assez riche s'en est suivi portant sur divers thèmes: le 19 juin à l'appel du «Front social», construire ou pas une organisation politique, notre positionnement face à La France insoumise... Au final c'est tout un milieu qui a pu se mobiliser ou garder le contact, avec quelques têtes nouvelles aussi.

Villejuif (94) Une semaine électorale bien remplie. La dernière semaine de campagne des candidats du NPA de la 11^e circonscription du Val-de-Marne a été bien remplie. Tout a été entrepris pour bien préparer le meeting des candidats NPA de la circonscription, avec la présence d'Alain Krivine.

Mardi 6 juin, ce meeting a réuni une trentaine de personnes. À la tribune, on a parlé du sens de notre candidature dans un contexte où le gouvernement annonce des attaques contre les travailleurs, sur la situation sociale des familles pauvres de ce département et sur la situation internationale. Du côté du public, chacun a pu donner son point de vue: les luttes, notre crédibilité dans la situation politique, le conflit entre le Qatar et l'Arabie saoudite, le «Bloc des gauches» au Portugal... Une réunion réussie. Nos candidats ont aussi participé à un débat retransmis sur Facebook avec les autres candidats de la circonscription. Nous n'avons aucune illusion sur le résultat de cette élection en termes de voix, mais cette campagne a été une réussite pour faire vivre et développer les idées du NPA.

Paris Meeting réussi avec Olivier Besancenot. Mercredi 7 juin a eu lieu le meeting pour les législatives en présence de 180 personnes dans une école du 13^e arrondissement. Devant un public plutôt jeune, les candidatEs des trois circonscriptions et leurs suppléantEs sont partis de leur intervention dans leur secteur (SNCF, éducation, AP-HP et jeunesse) pour montrer l'importance de la construction des luttes et de leur convergence. Un camarade américain du mouvement Speak out now est venu témoigner des luttes et des perspectives dans l'Amérique de Trump. Olivier Besancenot a dressé un tableau de la situation politique et insisté sur le peu de légitimité du nouveau président, gagnant d'un incroyable «concours de circonstances», rappelant aussi la nécessité de l'unité pour pouvoir le combattre. S'en est suivi un débat avec la salle, qui a montré que malgré nos faibles résultats parisiens, le NPA reste porteur d'un projet qui suscite l'intérêt et nous laisse des perspectives de construction.

Gironde Avec Philippe Poutou, pour préparer la suite. Nous étions 70 pour soutenir les candidats NPA sur les trois circonscriptions de la Gironde. Christine, candidate sur la rive droite, a développé la nécessité de faire entendre dans ces élections la voix des travailleurs, des jeunes, de faire de la politique, d'oser penser une autre société et, pour cela, de tracer la perspective d'un parti des travailleurs. Océane, du comité jeunes, est revenue sur le FN produit des politiques anti-ouvrières. Elle a aussi polémique avec la politique défendue par Mélenchon qui prétend s'appuyer sur les institutions. Enfin, Philippe a conclu sur les attaques en cours et la nécessité de faire converger les luttes.

Lors du débat, plusieurs militants syndicaux ont discuté le besoin de préparer dès maintenant la riposte alors que les directions syndicales restent à l'arme au pied et se prêtent au dialogue avec Macron. L'initiative du Front social a été posée par des camarades qui y participent localement, tout en discutant de la nécessité de construire un courant lutte de classes dans les syndicats, de faire de la politique.

Saint-Denis (93) Avec Philippe Poutou en soutien. Jeudi 8 juin se tenait dans le préau de l'école Jean-Vilar une réunion-débat organisée par les comités NPA de Saint-Denis et de Saint-Ouen. Plus de 70 personnes sont venues écouter les deux candidates Cathy Billard et Élise Lecoq et leurs suppléantEs Théo et Simon.

L'intervention de Philippe Poutou a conclu, ouvrant un débat avec la salle où ont pris la parole notamment une permanente de la CGT et une militante du collectif Solidarité Migrants Wilson présent porte de la Chapelle. Un pot a clôturé une réunion positive où plusieurs contacts ont été pris.

Nous passerons sur l'argumentation développée par le ministre et sur l'interprétation que l'on peut faire de ce nouveau nom de baptême. Cela nous emmènerait à la fois bien loin et bien bas... Nous ne reviendrons pas non plus sur les contradictions et limites de ce type de démarche politico-législative. L'article précédent y était consacré (dans *L'Anticapitaliste* n°386).

Intéressons-nous donc aux contours de ce projet de loi et, mauvais génies que nous sommes, non pas à ses avancées mais aux chausse-trapes qu'il devrait contenir. En effet, un certain conditionnel est de rigueur car rien de plus précis et définitif n'est officiellement disponible à son sujet hors conférence de presse dudit ministre. Les choses peuvent donc évoluer et on se gardera de tirer des conclusions définitives. Mais tout de même, certaines mesures clés irriguées d'un même esprit le fleuve d'un tour d'écrou. Enfin, parce que c'est l'objet de notre rubrique, nous nous pencherons uniquement sur le volet consacré au financement des partis politiques et à leur contrôle. Le ministre évoque d'abord l'application de la «séparation obligatoire au sein des partis entre les fonctions d'ordonnateur et de payeur». Que l'instance qui règle et encaisse ne soit pas celle qui décide de dépenser et d'encaisser, qu'il puisse même exister une ou plusieurs instances

Souscription de printemps

Les coups bas continuent

Jeudi 1^{er} juin 2017, le nouveau ministre de la Justice François Bayrou a présenté à la presse le projet de loi «pour la confiance dans notre vie démocratique». Il n'est donc plus question de «moralisation de la vie publique»...



de contrôle internes et externes, tout cela est l'une des bases de la gestion démocratique d'un budget. Mais on peut rester perplexe et frémir devant l'imposition par l'État d'un principe qui pose alors toutes les questions du monde: qui, quoi, quand, comment, combien, et surtout au nom de quoi? Autrement dit, alors qu'il surveille et contrôle déjà largement

les finances des partis par le biais d'une instance indépendante qui se nomme la CNCCFP, en quoi l'État peut et doit intervenir en la matière? En s'immisçant dans les statuts et le fonctionnement des instances des partis? Voilà une mesure qui, surtout à ce stade préliminaire où seuls des principes sont avancés, semble ouvrir une boîte de pandore. Ce n'est pas la seule.

L'heure des comptes

Le ministre évoque ensuite la certification des comptes des partis par la Cour des comptes et non plus par des commissaires aux comptes. Peu importe que cette obligation s'applique aux partis dépassant un certain budget et/ou touchant un certain montant d'argent public, frontière dont la définition sera d'ailleurs tout sauf technique.

L'essentiel est ailleurs: cette mesure revient à soumettre un parti politique à une inspection annuelle de sa comptabilité régulière par un service totalement intégré et inféodé de l'État, et ce avec un degré d'intrusion qui sera au moins égal à celui, déjà très

poussé, que la CNCCFP applique légitimement pour la comptabilité électorale. Car on connaît la rôle politique de la Cour des comptes, laquelle a évidemment un tout autre statut, fonction et pouvoir que la CNCCFP. On peut ainsi douter qu'elle se contente, comme le prétend le ministre, de «certifier» la comptabilité, démarche déjà très intrusive quoique normale. D'autant que la frontière n'est évidemment pas étanche entre certification et contrôle. On peut donc légitimement craindre, selon le jargon comptable, que la Cour se mêle de «l'opportunité» des dépenses, donc de la gestion financière des partis, tout comme elle se mêle depuis des années (chaque jour un peu plus), à coups de rapports et de «recommandations» dignes du FMI, de la gestion de tout ce qui peut et doit être «dégraissé». Arrêtons-nous là pour cette semaine. Et en attendant un nouvel épisode, n'oubliez pas de soutenir financièrement le NPA!

Sylvain Madison

POUR VERSER À LA SOUSCRIPTION:
<https://souscription.npa2009.org>

Fête de Lutte ouvrière

Débat NPA-LO: le parti est un outil, pas une solution mécanique à tous les problèmes

La fête de Lutte ouvrière a mis une nouvelle fois en lumière la constance des camarades. Que le temps soit ensoleillé ou pluvieux, leur politique ne varie pas d'un pouce...

les travailleurs, mais se refusent à combattre l'islamophobie, qui est pourtant le fonds de commerce de ce parti, sous prétexte que cela donnerait des illusions dans la religion...

Le NPA a proposé un accord de répartition des circonscriptions puis appelé à voter LO là où il n'était pas présent aux législatives, mais les camarades nous parlent de la circonscription (sur 577...) pour laquelle le NPA a un accord avec La France insoumise... Lorsque nous rappelons que nous avons présenté un ouvrier à l'élection présidentielle, ils prétendent que nous ne nous adressons pas vraiment aux travailleurs car nous parlons d'écologie et de lutte contre l'homophobie...

Lorsqu'on parle de construire une opposition unitaire au gouvernement, de contribuer aux luttes contre les ordonnances de Macron, ils dénoncent les limites du Front social, dénoncent Mickaël Wamen... oubliant que celui-ci n'est pas membre du NPA et que, si nous soutenons toutes les initiatives qui contribuent à construire la lutte contre le gouvernement, nous avons conscience des limites du Front social et des dangers d'autosatisfaction qu'il peut sécréter...

Un monde parfait
C'est que pour LO, la simplicité est de mise: à toute question que nous leur posons, à tout problème politique, ils répondent que la solution est de construire le parti révolutionnaire. Face au FN, face au gouvernement, à la crise climatique... la solution reste le parti. Pour notre part, nous avons réaffirmé notre attachement à la construction

d'un parti pour la révolution... mais en rappelant que, dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, on a pu observer que c'est lorsque le monde du travail se met en mouvement et agit de façon unitaire et massive que la conscience progresse et que les idées révolutionnaires gagnent en influence. Il est assez désespérant de voir que des camarades si militants, si convaincus et sérieux, ne sont pas

prêts à mettre leur énergie dans la prise d'initiatives pour construire une opposition au gouvernement dans les prochaines semaines. C'est pourtant l'urgence pour notre classe: contribuer à lui rendre l'initiative, à agir pour défendre ses intérêts, pas à attendre qu'un illusoire parti parfait finissent par rassembler des dizaines de milliers de membres...

Antoine Larrache

A lors que la situation est catastrophique pour le monde du travail, comme le thermomètre électoral nous l'a à nouveau révélé aux législatives, la fête de LO a semble-t-il enregistré un grand succès, puisque les merguez étaient en rupture de stock au stand couscous dès lundi midi... Il est toujours étonnant de voir à quel point les camarades semblent plus à l'aise que cela va mal! L'intitulé du traditionnel débat entre le NPA et LO à la fête ne rompaît pas avec cette constance: «Dans le contexte de la crise politique révélée par l'élection présidentielle, que proposent LO et le NPA?» Cette année, le débat a été plutôt respectueux des positions des uns et des autres mais, si on peut admirer la constance de cette organisation, on a aussi pu en percevoir les limites.

Vous avez dit complexité?

Les camarades reconnaissent que le FN représente un grand danger pour

L'Anticapitaliste la revue
Le n°88 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:

L'Anticapitaliste
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Les Nôtres

Christophe Otzenberger

Christophe Otzenberger est mort d'un cancer samedi 3 juin à l'âge de 55 ans. Il avait été sympathisant de la LCR mais c'était avant tout un libertaire. En 1999, il déclarait au journal *l'Humanité*: «Je ne crois qu'à la bagarre. La misère, je le répète encore une fois, n'est pas une fatalité mais une injustice». Christophe avait été comédien avant de monter sa boîte de production qui va faire faillite en 1992, mais cela lui permettra par la suite de monter plusieurs films dont la *Conquête de Clichy* en 1995, des films documentaires qui vont faire de lui un grand cinéaste. Christophe va aussi nous aider à réaliser les clips de campagne télévisé lors de la campagne présidentielle d'Olivier Besancenot en 2007. À l'époque, il disait: «Je ne suis pas encarté parce que je ne



crois pas dans la révolution prolétarienne et à ce genre de connerie, mais je suis très proche de la Ligue. J'ai une vie le jour, où je tourne un téléfilm, et une vie révolutionnaire la nuit, où je tourne pour Olivier Besancenot...»

Nous venons de perdre un ami et tenons à saluer sa famille. Christophe, nous ne t'oublierons jamais, et nous continuons ce combat qui nous était commun.

Alain Krivine

Musique

L'esquisse 3, Keny Arkana

Because, 2017, 14 euros

La voix des sans-voix est de retour: la rappeuse anticapitaliste a sorti son nouvel album ce vendredi 2 juin, quelques jours après que des artistes qui appelaient à conscientiser les quartiers populaires dans les années 1990 – comme IAM – appelaient à voter pour Macron. En opposition, Keny Arkana affirmait ne pas choisir entre « un petit pantin de la finance » et « un parti ami des nazis »...

Des pseudo-artistes comme Booba, La Fouine ou Rohff, totalement asservis au système, prônent des thématiques capitalistes et bourgeoises, contrairement au rappeur américain péruvien Immortal Technique, un communiste ayant toujours refusé d'appartenir à de grandes majors pour pouvoir rester libre et indépendant. Dans le rap aussi, la lutte des classes existe...

D'un côté, le « rap game », prônant la soumission au système, avec le diktat d'une radio comme Skyrock. Celle-ci est accusée de faire et défaire les carrières, définissant différentes « conditions » à remplir pour être diffusé: l'essentielle est d'être reconnu comme « rentable » par Laurent Bouneau (directeur des programmes) et Fred Musa (animateur influent) pour, par la suite, intégrer d'importantes majors (Sony, Virgin, etc.). De l'autre, le rap hip-hop contestataire, appartenant à des productions indépendantes

et laissant la liberté à des artistes, comme Keny Arkana, d'être la voix de la révolte des plus défavorisés. Keny Arkana ne fait pas référence à un parti politique, car elle aurait le sentiment de se sentir bâillonnée ou de se faire instrumentaliser: elle estime que le seul changement possible viendra « d'en bas ». Ses références idéologiques sont très proches des zapatistes du commandant Marcos qu'elle a rencontré à différentes reprises au Chiapas. Elle fait également partie du collectif « La rage du peuple » qui a comme mot d'ordre « agissons local pour penser global », avec lequel elle est allée à la rencontre des peuples indignés du monde entier pour comprendre comment chacun luttait contre le système capitaliste. Keny Arkana en a tiré un documentaire, *Un autre monde est possible*.

La rage du peuple!
Produit par le label indépendant Because Music, son premier véritable



album, *Entre ciment et belle étoile* en 2006, est devenu une véritable référence des mouvements contestataires, avec des titres comme « La rage » ou « Nettoyage au kärcher », présents pour la première fois dans les cortèges étudiants contre le CPE en 2006 et depuis diffusés régulièrement dans les manifestations. De fortes références à son enfance sont également évoquées dans ses autres titres: de ses différentes fugues dans « La mère des enfants perdus » aux sévices qu'elle a

subi d'un de ses éducateurs de foyer (« Eh comard! »).

Sa seule prestation télévisuelle a eu lieu lors de la cérémonie du Prix Constantin, en novembre 2007, où pour « célébrer » l'élection de Nicolas Sarkozy quelques mois avant, elle reprend « Nettoyage au kärcher » devant un public peu acquis à la cause de ce rap « outrancier ». Elle n'hésite d'ailleurs pas à grimer l'un de ses musiciens d'un masque de Sarkozy, équipant les autres de kärcher, tout en répétant que la vraie racaille se trouve à l'Élysée...

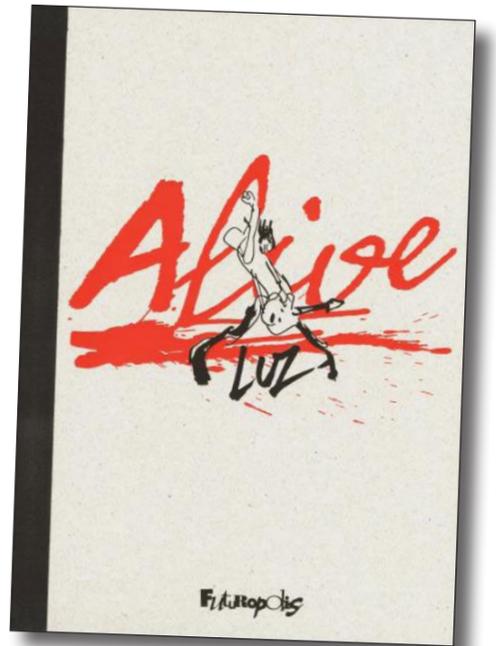
Une décennie plus tard, Keny Arkana est donc de retour avec un nouvel album qui appelle à un retour à la nature autour des quatre éléments (feu, terre, eau et air). On y trouve des titres comme « Lejos », où elle dénonce le rap bourgeois: « Pas besoin de leurs médias pour faire vivre la musique, qui a tué le rap noyé au fond d'un jacuzzi ». Même constat dans le titre « Abracadabra » dans lequel elle prône l'humilité, à l'inverse des rappeurs du système: « Mes frères veulent être riches par vengeance par vantardise, moi j'essaye d'être moi, pas de personnage, ni de grande rebelle ni de grande artiste [...] Donc m'invite pas dans ta bande partie ». Ou bien enfin le titre « Madame la marquise » qui dénonce le manque de conscientisation dans cette société du paraître. Avec ce nouvel album, plein de rage et d'énergie, la voix des sans-voix n'est pas près de se taire.

Cédric Fortéa

Art

Alive!, Luz

Futuropolis, 2017, 36 euros



Luz est depuis tout petit dessinateur. Il fut durant longtemps un pilier de *Charlie hebdo*, journal dont il fit à de très nombreuses reprises la couverture. Survivant de la tuerie qui toucha son journal et décima ses amis, il tenta d'exorciser ses peurs et ses peines dans un très émouvant album, *Catharsis*.

En parallèle de son activité de dessinateur de presse, chroniqueur mordant et méchant de l'actualité politique, Luz s'est mis un jour à raconter ses aventures dans les salles de concert. Amateur de rock dans ses diverses déclinaisons (ce qui pour lui inclut le folk, l'électro, le hip hop ou le métal), Luz court les salles de concert et les festivals. Autant il déteste la chanson française, autant il aime la musique qui fait du bruit... Il y a presque 20 ans, il a donc commencé à raconter dans les pages de *Charlie hebdo* ses aventures pleines de guitares électriques, de batteries, de basses... et de bières. Au fil des pages, on retrouve Jarvis Cocker, Jello Biafra, Motörhead, Einstürzenden Neubauten, Frustration, The Kills, ou encore The Gossip. Tatapoum tatapoum!

Ainsi, Luz raconte notamment ses aventures avec une bande de potes lors du festival Fury Fest, dans lesquelles il décrit le public, se moque gentiment de leur accoutrement, de leur état d'ivresse et de leurs tatouages. On est ainsi embarqué à leurs côtés dans une joyeuse virée pleine de bières, de pogos et de bruits. Chroniqueur infatigable des scènes musicales, Luz passera même parfois de l'autre côté en devenant DJ, et en faisant danser les gens (il en tirera un petit album, *Faire danser les filles*).

Ce qui est le plus intéressant dans le dessin de Luz, c'est la manière dont il rend compte de l'ambiance qui règne sur scène et dans la salle, de l'énergie que dégagent certains musiciens. Au cours de ces deux décennies, son trait a beaucoup évolué. Il est devenu plus brut. Quelques coup de crayons évoquent une silhouette, un mouvement. Les croquis qu'il réalise au cours des concerts semblent livrés tels quel. Une certaine abstraction s'empare du dessin qui ne transmet plus que l'énergie brute et rageuse du rock. Ainsi, les pages qu'il consacre à Iggy Pop lors d'un concert des Stooges à Nyons en 2010 sont assez étonnantes, tant on voit émerger l'iguane et sa fougue de ce qui au départ ressemble à quelques gribouillis.

On retrouve également tout au long de cet ouvrage les aventures de Luz et de sa fille, encore un poupon, qu'il tente d'initier aux joies du rock'n'roll, lui faisant découvrir sa collection de vinyl. Lorsqu'il s'interroge sur la musique qu'elle aimera plus tard, vu qu'elle fait un gros renvoi, il en conclut qu'elle aimera le death metal...

À la fin de l'album, Luz évoque la tuerie du Bataclan, de ce public dont il se sent si proche tant il a fréquenté les salles de concert. Et il conclut par ces mots: « Et nous, mécréants du bruit, nous continuerons pourtant à croire. À croire en la musique. À croire en ces live qui nous rendent vivants. Parce que l'on sait, nous, que la vie est courte comme un concert sans rappel ». Au final l'auteur nous livre un gros et beau bouquin. Près de 400 pages pleines de bruit et très joliment éditées. À lire avec un disque des Dead Kennedys ou de The Fall à fond!

Pierre Baton

Bande dessinée



Nuit noire sur Brest

Scénario de Galic et Bertrand Kris, dessin et couleurs de Damien Cuvillier, Futuropolis, 2016, 16 euros

« À la mémoire de tous les républicains espagnols réfugiés en France qui espèrent longtemps que leur exil s'arrêterait... À leurs descendants et à Brest » (Kris). En 1937, la guerre d'Espagne s'invitait en Bretagne avec l'arrivée du sous-marin C2. Ainsi la nuit du dimanche 29 août, à Brest, dans la purée de pois, un sous-marin espagnol fait surface dans la rade. Il apparait au grand port du Ponant. Des réparations sur l'engin sont nécessaires... Tiré d'un fait authentique et de personnages réels, cette BD révèle le dessous des cartes d'une partie de dupes entre une France du Front populaire qui prônait la neutralité... mais qui laissait les nerfs du Parti social français œuvrer avec les barbouzes nationalistes. Une lutte à mort s'engage alors entre anarchistes et communistes, miraculeusement alliés, et les franquistes, afin de prendre le contrôle du précieux bâtiment. Le Caudillo qui vient de faire bombarder Guernica ne dispose en effet pas encore de sous-marin. Il diligente le commandant Troncoso (futur directeur du Real Madrid à partir de 1951...) et son adjoint Ibanez des Renseignements militaires fascistes pour organiser le rapt. De son côté, le SIC (Servicio de Informacion y de Coordinacion) du service secret de la CNT, qui a réussi à infiltrer les franquistes, envoie son meilleur agent

Cinéma

Le Vénérable W., Barbet Schroeder

Sortie le mercredi 7 juin

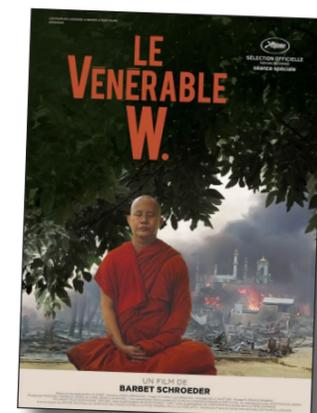
W, c'est Ashin Wirathu. Avec son visage poupin, ce moine bouddhiste déchaîne la haine contre les musulmans en Birmanie afin de « protéger la race et la religion ». Des quartiers sont incendiés, des personnes lynchées, des populations réduites au statut de réfugiés et regroupées dans des camps. Sa propagande s'est d'abord déchaînée contre les Rohingyas, nombreux à la frontière de la Birmanie et du Bangladesh pour s'étendre à l'ensemble des musulmans du pays (4% de la population). Wirathu a fait de la prison au début de sa carrière mais est désormais loin d'être un exalté isolé. Si la hiérarchie bouddhiste est divisée, s'il

s'attire des réprimandes officielles quand il y a des réactions à l'étranger, il bénéficie de soutiens financiers puissants, et policiers et militaires laissent se dérouler les exactions de ses partisans. Wirathu utilise toutes les nouvelles technologies et ne cache pas son admiration pour Trump. Ses discours, où il décrit les musulmans comme des animaux, se doublent d'une persécution légale: les Rohingyas ont été déchus de la nationalité birmane, et des lois discriminatoires ont été votées contre tous les musulmans. Un tel dispositif évoque irrésistiblement celui mis en place contre les juifs dans l'Allemagne hitlérienne. On se perd parfois dans le documentaire de Barbet Schroeder qui

consistance au récit qui se déroule aussi bien en mer que dans les ateliers ou les bouges. Son pinceau donne de l'épaisseur à l'impalpable, à l'indicible, pour peindre Brest autrement que sous la pluie et illuminer les bordels ou les soutes du C2. Comment oublier la belle Mingua et l'agent X10 quand on sait qu'ils existèrent vraiment – et même plus grâce au dossier très documenté (textes et photos d'époque) réuni par Patrick Gourlay, l'auteur du roman *Nuit franquiste sur Brest* qui inspira cette BD à dévorer de toute urgence. « No pasaran! »

Sylvain Chardon

mêle séquences filmées par lui-même et images d'origines diverses. Mais ce témoignage glaçant démystifie l'image unilatéralement positive du bouddhisme par rapport aux autres religions (Barbet Schroeder étant lui-même converti au bouddhisme).
Henri Wilno



« Daech aujourd'hui, c'est la bête aux abois »

Entretien. Professeur à SOAS-Université de Londres, **Gilbert Achcar** est notamment l'auteur de deux livres sur le soulèvement arabe : « *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe* » (2013) et « *Symptômes morbides. La rechute du soulèvement arabe* » (2017). Avec lui, nous revenons en particulier sur la crise entre le Qatar et l'Arabie saoudite et les rapports de forces dans la région.

Comment expliques-tu la rupture par l'Arabie saoudite et ses alliés, lundi 5 juin, de leurs relations diplomatiques avec le Qatar, accusé de « soutenir le terrorisme » ? Est-ce l'aboutissement d'une crise qui mûrissait depuis longtemps ? J'interprète cela comme le coup de grâce de ce que j'ai appelé « la rechute du soulèvement arabe », qui a commencé en 2013. On est rentré depuis lors dans une phase de reflux contre-révolutionnaire à l'échelle régionale. Cela a pris la forme d'une marginalisation des progressistes et de la domination de la scène politique par l'affrontement entre les tenants de l'ancien régime et l'alternative islamique intégriste.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Conseil de coopération du Golfe (CCG) ?

Ce qui a fait basculer la situation, en fait, c'est le changement à Washington. L'administration Obama appréciait la possibilité qui lui était offerte de jouer sur les deux plans et de bénéficier de l'option de récupération par les Frères musulmans. C'est pourquoi d'ailleurs il y a eu un froid entre cette administration et le général Sissi en Égypte quand il a exécuté son coup d'État en 2013. Trump, par contre, compte parmi ses conseillers des islamophobes qui veulent aujourd'hui classer les Frères musulmans comme « terroristes » et se retrouvent sur cette ligne avec les Émirats arabes unis qui poussent dans la même direction. Les Saoudiens, sous leur nouveau roi, ont dans un premier temps voulu faire l'unité des sunnites contre l'Iran, et cela comprenait les Frères musulmans. Au Yémen, un front large s'est constitué regroupant les Saoudiens, les Qataris et les Frères musulmans locaux contre les Houthis et le président déchu en 2011...

Cela a été bouleversé par le changement survenu à Washington. Trump n'a aucune sympathie pour les poussées démocratiques comme a pu en avoir son prédécesseur, aussi limitée qu'elle ait pu être sa sympathie. Il compte parmi ses conseillers des islamophobes de choc, partisans du classement des Frères musulmans comme « organisation terroriste ». Ils ont œuvré de mèche avec les Émirats, farouchement hostiles aux Frères musulmans depuis des années. Avec la bénédiction de Trump, cela a poussé à la mise au ban du Qatar à laquelle nous assistons.

Ce retournement des monarchies pétrolières sunnites – Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis (EAU) – vise-t-il l'Iran qui, par ailleurs, vient lui-même d'être la cible d'attentats revendiqués par l'État islamique ?

Pour les Saoudiens, l'ennemi numéro un c'est l'Iran bien sûr. Dans le conflit actuel, le Qatar a

été accusé d'appeler au dialogue avec l'Iran. Il semblerait qu'il y ait eu des manipulations de « fausses nouvelles » pour projeter cette image du Qatar. Le Qatar est très fortement engagé dans le soutien à l'opposition syrienne, et donc en opposition directe à l'Iran, et l'était jusqu'à présent dans la guerre au Yémen. Il vient cependant d'être exclu de la coalition qui bombarde le Yémen. La question de l'Iran n'est pas la vraie raison de ce que subit le Qatar. Ce qui est en jeu, c'est le rôle du Qatar dans la politique régionale, en particulier son soutien aux Frères musulmans en tandem avec la Turquie d'Erdogan, et non pas avec l'Iran. En cela, le Qatar est la brebis galeuse des monarchies du Golfe.

Alors qu'en Syrie se déroule la bataille de Rakka, qu'en Irak celle de Mossoul n'en finit pas, quelles sont les évolutions de Daech et de ses branches, des rapports de forces ?

Il était clair depuis le début que le prétendu État islamique ne pourrait pas perdurer en tant qu'entité territoriale. Les hommes de Daech ont saisi l'occasion exceptionnelle offerte par une conjugaison de facteurs pour s'emparer d'un vaste territoire, mais il était impensable qu'ils puissent le contrôler sur la longue durée. Ils ont profité du moment où les États-Unis étaient sortis d'Irak, où les tensions confessionnelles sunnites-chiïtes y étaient à leur comble, ainsi qu'en Syrie les tensions sunnites-alaouïtes. Depuis, le large front des adversaires de Daech a pu se ressaisir

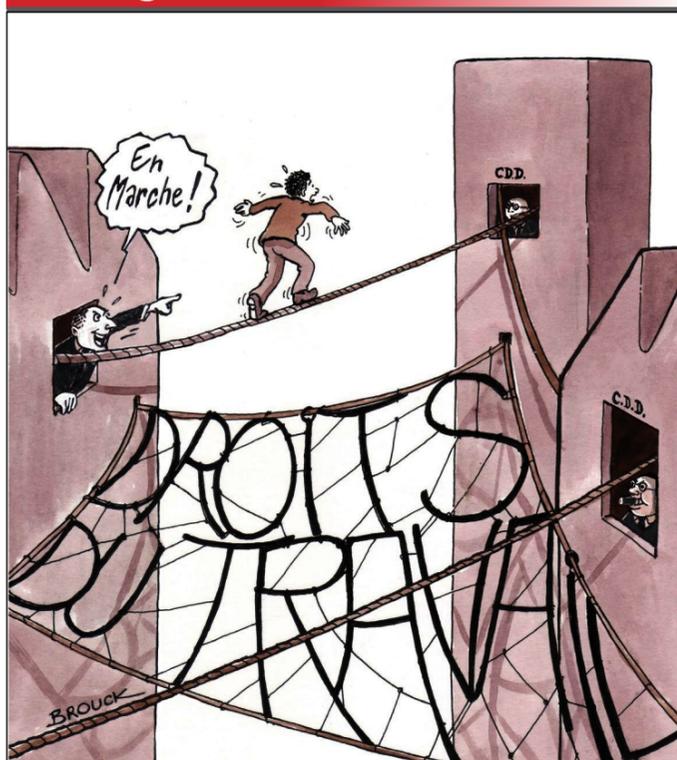
et passer à l'offensive. Daech est dans la phase terminale de son existence en tant que prétendu État. Ce qui ralentit leur déroute actuelle, c'est la lutte entre différentes parties pour savoir qui va s'emparer des territoires jusqu'alors occupés par Daech. Il y a ainsi du côté syrien une course de vitesse entre le régime syrien soutenu par l'Iran et les forces kurdes soutenues par les États-Unis. De même, il y a un conflit entre les forces kurdes en Irak et les forces gouvernementales étroitement liées à l'Iran. Ces conflits dans le conflit entre ceux qui se battent contre Daech retardent tout le processus.

Quel lien peut-on établir entre cette déstabilisation croissante de la région et la recrudescence des attentats en Afghanistan, en Iran ou à Londres ?

Daech aujourd'hui, c'est la bête aux abois. Quand on voit le dernier attentat de Londres, une camionnette et des assaillants armés de couteaux de cuisine, cela souligne les limites de leurs moyens. Ils peuvent encore utiliser des explosifs comme dans l'attentat de Manchester, mais ils ont surtout recours à des moyens rudimentaires, qui peuvent être terriblement meurtriers mais qui en même temps montrent les limites de ce qu'ils peuvent faire. Malheureusement, ils trouvent encore assez d'esprits faibles pour les embarquer dans des folies meurtrières en exploitant le ressentiment créé par l'expérience de la marginalité sociale et du racisme au quotidien.

Propos recueillis par Yvan Lemaître

L'image de la semaine



Vu ailleurs



MACRON JOUE AVEC LA SANTÉ DES SALARIÉS.

« Un accident comme celui d'AZF est toujours possible », rappellent ceux qui travaillent au sein de sites industriels classés « Seveso », considérés comme très dangereux pour les salariés et l'environnement en cas d'accidents. La pression de la rentabilité, la perte des savoir-faire, le recours à la sous-traitance massive font peser une menace sur la sécurité de tous. Peu, voire pas formés, les salariés sous-traitants accomplissent les tâches les plus difficiles et les plus dangereuses, mettant leur santé en péril et risquant les accidents les plus graves. Cette sous-traitance permet cependant aux grandes entreprises de se défaire de leurs responsabilités. La situation ne va pas s'améliorer avec la future loi travail qui prévoit la fin des instances spécialisées en matière de santé et de sécurité et une restriction du « droit d'alerte » des salariés. [...]

De plus en plus nombreux, les sous-traitants ont de moins en moins de temps pour accomplir leurs missions. « Globalement, sur les sites industriels, les arrêts de production pour maintenance sont de plus en plus courts », constate un inspecteur du travail. Pour gagner du temps et de l'argent, il arrive que des travailleurs réparent des canalisations sous pression ; que des installations soient arrêtées sans le signalement réglementaire, ce qui entraîne des risques de remise en route non intentionnelle [...]

La course aux marchés crée de fortes tensions au sein des entreprises sous-traitantes, entre bagarre pour la santé et bagarre pour l'emploi. Pourquoi refuser de travailler à deux, plutôt qu'à trois, puis que le concurrent le fait ? Pourquoi prendre le risque de déplaire au donneur d'ordre en rapportant des situations dangereuses en CHSCT ? [...]

Avec la prochaine loi travail que prépare le gouvernement Macron, une ordonnance prévoit de supprimer les CHSCT, de les fonder dans une instance unique de représentation du personnel, voire de restreindre le droit d'alerte des salariés confrontés à un danger grave.

« La future loi travail va-t-elle aggraver le risque de catastrophes industrielles majeures ? », Nolwenn Weiler, Bastamag, mardi 6 juin 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org